

# RAPPORT D'ANALYSE



## BAROMETRE DE LA LOCALISATION

*Afrique de l'Ouest et Centrale – Exercice 2024-2025*

# NIGER

Mené par



Appuyé par



# RAPPORT D'ANALYSE



## NIGER

Exercice 2024-2025

### Table des matières

Liste des abréviations .....	3
Préface .....	4
Résumé exécutif .....	5
Introduction .....	6
<i>Cadre de l'étude</i> .....	6
<i>Approche méthodologique</i> .....	6
<i>Limites</i> .....	8
Résumé synthétique .....	9
<i>Tableau récapitulatif</i> .....	9
<i>Figure de synthèse</i> .....	10
Analyse détaillée par dimension .....	11
A. Capacités .....	11
B. Coordination .....	15
C. Financement .....	19
D. Partenariat .....	23
E. Participation .....	27
F. Politique, influence et plaidoyer .....	31
Recommandations par acteur .....	34
Annexe 1 Méthodologie du baromètre de la localisation .....	38
Annexe 2 Liste des dimensions, enjeux, questions, variables .....	39

# Liste des abréviations

AAP	Accountability to Affected Population (Redevabilité envers les populations affectées)
AOC	Afrique de l'ouest et centrale
BHA	Bureau of Humanitarian Affairs (Bureau des affaires humanitaires)
CERF	Central Emergency Response Fund (Fonds central pour les interventions d'urgence)
DR	Domaine de responsabilité
EHP	Equipe humanitaire pays
FHRAOC	Fonds humanitaire régional pour l'Afrique de l'Ouest et centrale
FONGA	Forum des organisations non gouvernementales en Afrique de l'ouest et centrale
FTS	Financial Tracking service (Service de suivi financier)
GT	Groupe de travail
HCR	Haut-Commissariat pour les réfugiés
HNO	Humanitarian Needs Overview (Aperçu des besoins humanitaires)
HRP	Humanitarian Response Plan (Plan de réponse humanitaire)
IASC	Inter agency steering committee (Comité permanent inter-agences)
ICVA	International council of voluntary agencies (Conseil international des agences bénévoles)
OCHA	Office de coordination des affaires humanitaires
OI	Organisations internationales
OIREN	Forum des ONG internationales représentées au Niger
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale Internationale
ONGN/L	Organisation non gouvernementale nationale / locale
ONU	Organisation des Nations-unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PTF	Partenaires techniques et financiers
SMART	Spécifique, mesurable, atteignable, relevant (pertinent), temporellement défini.
SONAH	Synergie des ONG Nationales pour les Actions Humanitaires
SPONG	Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales
SRF	Sahel regional fund (Fond régional du Sahel)
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre

# Préface

Au nom de la Synergie des ONG Nationales pour les Actions Humanitaires (SONAH), j'ai l'honneur de vous présenter ce premier Rapport d'Analyse du Baromètre de la Localisation au Niger pour l'exercice 2024-2025.

Ce rapport s'inscrit dans le prolongement direct des engagements pris lors du Sommet Mondial Humanitaire de 2016 (Grand Bargain), qui a fait de la localisation une priorité centrale de l'aide internationale. Il répond à un impératif : mesurer de manière objective, quantitative et qualitative, les progrès réalisés au Niger pour un rôle accru et équitable des Organisations Non Gouvernementales Nationales et Locales (ONGN/L).

Fidèle à son rôle de leadership national, la SONAH a piloté ce processus. Nous avons mobilisé notre comité de pilotage, organisé les ateliers nationaux et supervisé la collecte de données, l'analyse et la triangulation, garantissant ainsi l'alignement de cette démarche avec les besoins et les réalités du terrain.

Les résultats de cette étude sont nuancés. Ils confirment l'existence d'une dynamique de localisation palpable, portée par des avancées notables en matière de renforcement des capacités et de participation aux mécanismes de coordination. Cependant, ils mettent également en lumière des déséquilibres structurels persistants. Le financement, en particulier, demeure le verrou central du système, maintenant une forte asymétrie de pouvoir où l'accès direct aux ressources reste marginal et la qualité des fonds insuffisante pour garantir une autonomie durable. Les ONGN/L, perçues comme des exécutantes plutôt que comme des partenaires stratégiques, continuent de faire face à des partenariats souvent instrumentaux et à une faible inclusion dans les espaces normatifs.

La principale conclusion de ce baromètre est claire : la confiance est le levier fondamental de transformation. Pour passer d'un modèle d'exécution à une véritable co-construction, tous les acteurs doivent s'engager dans une réforme structurelle. Cela implique la redistribution effective du pouvoir décisionnel, l'adoption d'un financement pluriannuel axé sur l'institutionnalisation des acteurs nationaux, et la création d'espaces de coordination véritablement équilibrés.

Nous tenons à remercier sincèrement toutes les parties prenantes – ONGN/L, ONGI, agences onusiennes et partenaires techniques et financiers – pour leur contribution essentielle. Même la faible participation de certains acteurs internationaux, comme le souligne le rapport, est une information précieuse qui renforce la pertinence et l'urgence de cet exercice de transparence.

Nous espérons que ce rapport servira de boussole pour l'ensemble de la communauté humanitaire au Niger, afin de dépasser les ajustements techniques et d'engager la réforme profonde nécessaire pour une réponse plus efficace, plus juste et véritablement ancrée au niveau local.

**SOUMANA Issoufou**

**Coordonnateur de la SONAH**

A blue ink signature, likely of Soumana Issoufou, written in a cursive style with a large loop at the end.

## Résumé exécutif

La dynamique de localisation au Niger progresse, mais reste freinée par des déséquilibres structurels persistants entre acteurs nationaux et internationaux. Les six dimensions analysées révèlent un système où les avancées existent, mais demeurent fragiles faute de transformation collective.

Les capacités des ONGN/L se renforcent, mais leur autonomie reste limitée par une dépendance financière élevée, une faible implication dans les espaces normatifs et un rôle cantonné à l'exécution. Cette marginalisation se retrouve dans la coordination, où leur présence est acquise mais leur pouvoir décisionnel reste réduit. Malgré une participation régulière aux réunions et quelques initiatives de co-facilitation, la redistribution du leadership est freinée par un déficit de confiance et par des pratiques de renforcement fragmentées, sans stratégie commune.

Le financement constitue le verrou central du système. L'accès direct des ONGN/L reste marginal et la qualité des fonds insuffisante pour soutenir un développement organisationnel durable. Les mécanismes actuels renforcent la logique hiérarchique : concentration des ressources auprès des acteurs internationaux, sous-financement des partenaires locaux, cycles courts et faible transparence. Quelques efforts émergent, mais ils restent ponctuels et non-inscrits dans une approche systémique.

Ces déséquilibres configurent la nature du partenariat. Si le discours valorise la complémentarité, la réalité demeure largement instrumentale. Les ONGN/L participent peu à la conception des projets et restent soumises à des rapports de force qui priorisent la gestion du risque et la conformité aux bailleurs. Les initiatives plus équitables existent, mais reposent sur des volontés individuelles plutôt que sur une transformation des règles du jeu.

La participation communautaire suit une trajectoire similaire : des avancées visibles mais encore essentiellement procédurales. Les communautés interviennent surtout dans la mise en œuvre et la validation, rarement dans la décision. Les mécanismes participatifs influencent peu les priorités, en raison de la rigidité des financements, de cycles programmatiques courts et d'une faible reconnaissance institutionnelle des approches locales. Les démarches territorialisées et certains processus du nexus montrent toutefois un potentiel de changement.

Dans l'ensemble, les six dimensions convergent vers un même constat : la localisation avance mais reste limitée par un système construit autour d'une asymétrie historique de pouvoir, nourrie par la dépendance financière, la faible reconnaissance normative et la logique de contrôle qui structure les relations de partenariat, les dynamiques de coordination et de participation. La confiance apparaît comme le levier transversal de transformation. Passer d'un modèle centré sur l'exécution à un modèle de co-construction suppose des engagements collectifs : redistribution du pouvoir décisionnel, financement pluriannuel orienté vers l'institutionnalisation des acteurs nationaux, inclusion réelle dans la production des normes, espaces de coordination plus équilibrés et mécanismes de participation capables de modifier les choix programmatiques. Une transition est amorcée dont le succès dépendra de la capacité des acteurs à dépasser les ajustements techniques pour engager une réforme structurelle du système humanitaire.

# Introduction

## Cadre de l'étude

La localisation est devenue un enjeu central de l'aide humanitaire, particulièrement depuis les engagements du Grand Bargain adoptés lors du Sommet Mondial Humanitaire de 2016. Parmi ces dix engagements, deux concernent directement la localisation : (1) augmenter et soutenir les investissements pluriannuels dans les capacités institutionnelles des acteurs locaux et nationaux, et (2) atteindre un objectif de 25 % du financement humanitaire destiné à ces acteurs aussi directement que possible. Deux révisions ultérieures ont recentré la localisation sur les populations affectées et élargi ses objectifs pour inclure des partenariats équitables, le leadership local et l'ancrage national des interventions.

En Afrique de l'Ouest et Centrale, plusieurs initiatives ont été entreprises pour renforcer la place et le rôle des ONG nationales dans les réponses humanitaires, parallèlement au développement de différentes approches méthodologiques d'évaluation. Néanmoins, sans objectifs clairement établis et critères mesurables, il restait difficile d'évaluer les progrès réalisés en matière de localisation et d'identifier les défis restants.

S'appuyant sur l'initiative mise en œuvre au Burkina Faso par le forum des ONG SPONG, ICVA a développé une méthodologie régionale permettant d'évaluer quantitativement et qualitativement le degré de localisation des réponses humanitaires, de suivre leur évolution dans le temps, et d'identifier les succès et les défis dans chacun des pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale couverts par le programme. Huit pays sont concernés par la démarche pour l'exercice 2024 : Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Mali, Niger, Nigéria, Tchad, RD Congo.

L'approche est portée au niveau régional par le FONGA, sur la base d'un travail initialement amorcé par ICVA. Elle s'appuie néanmoins fortement sur le leadership national, via le comité national de pilotage du projet, afin d'assurer l'alignement avec les besoins et attentes des acteurs locaux, la pleine appropriation du projet et sa durabilité. La SONAH a ainsi pris la direction du projet au Niger et a mobilisé le comité de pilotage, organisé les ateliers nationaux, et supervisé la collecte, l'analyse et la triangulation des données.

## Approche méthodologique

La méthodologie développée s'inspire des méthodologies existantes et en adapte les composantes afin de dessiner une approche qui soit : 1) contextualisable, 2) comparable et 3) durable.

Les objectifs de cette méthodologie visent à :

- Établir un cadre de mesure quantitative des progrès de la localisation au niveau régional pour l'Afrique de l'Ouest et centrale (AOC), permettant des comparaisons entre pays et pouvant servir de base à des évaluations répétées dans le temps.
- Développer les capacités de plaidoyer aux niveaux national et régional
- Mettre en place un système d'échange de bonnes pratiques et d'enseignements.

Dans chaque pays, le forum des ONG nationales a piloté le processus, avec l'appui de consultants techniques pays et du niveau régional (ICVA puis FONGA). Une démarche de définition de l'agenda localisation a été développée par les partenaires des forums ONGN/L, permettant d'identifier des variables de suivi de sa mise en œuvre. Le niveau régional est responsable de l'aspect comparatif régional de l'étude, de veiller à la cohérence entre la méthodologie de collecte et les résultats obtenus et de faciliter les échanges constructifs de bonnes pratiques entre les pays.

Le suivi de la mise en œuvre de l'agenda de localisation est ainsi structuré en cascade de sorte à permettre l'identification de variables clés SMART au travers de trois niveaux analytiques :

- Dimensions : les grands thèmes de la localisation, correspondant aux axes de travail consensuels de l'agenda.
- Enjeux : pour chaque dimension, les problématiques spécifiques à considérer afin d'évaluer les progrès réalisés.
- Questions d'intérêt : pour chaque enjeu, les questions précises permettant de mesurer l'atteinte des objectifs et de caractériser la situation.

Les dimensions et enjeux sont définis via le cadre méthodologique qui s'impose à tous les pays tandis que les questions d'intérêts et variables associées sont ajustées au niveau de chaque pays.

Dans le cas du Niger et de cet exercice, ce sont 52 questions d'intérêt et 102 variables associées qui ont été utilisées pour répondre aux 18 enjeux de la localisation organisés en 6 dimensions (voir liste complète en Annexe).

La collecte de données a été structurée en plusieurs phases :

1. Phase de collecte : une série de formulaires partagés avec la communauté humanitaire afin de :
  - a. Collecter des informations de ressenti sur la mise en œuvre de l'agenda de localisation auprès d'individus issus des différentes parties prenantes. Ce processus permet de disposer d'éléments de contexte relatifs au degré d'implication de des acteurs et à leur compréhension du niveau de mise en œuvre de l'agenda. Ce sont les questionnaires individuels « perception ».
  - b. Collecter des informations spécifiques sur les financements, les partenariats, les projets, etc. Questionnaires « acteurs », « finance », « partenariat », « coordination ».
  - c. Collecter et analyser différents documents clés, listes de présence, politiques, etc. permettant d'obtenir des données factuelles pour certaines variables.
2. Phase d'analyse comparative : la comparaison des données issues de ces trois différentes sources permet d'émettre des hypothèses de travail qui ont été approfondies au travers des entretiens.
3. Phase d'entretiens : des entretiens bilatéraux suivi par des discussions au sein du comité de pilotage national, l'ensemble formant le corpus global de l'étude pays.

Pour le Niger, l'échantillon se présente ainsi (répondants par type de questionnaires) :

Participation Niger	Formulaire				
	Perception	Acteur	Finance	Partenariat	Coordination
ONGN	60	23	12	12	0
OCB	1	0	0	0	0
ONGI	10	19	14	16	0
UN	7	1	0	0	0
Bailleurs	1	0	0	0	0
Etat	1	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>80</b>	<b>43</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>0</b>

## Limites

Malgré les efforts déployés, plusieurs limites doivent être soulignées :

- **Sur la représentativité de l'échantillon** : L'enquête a été conçue pour recueillir une diversité de points de vue, et la participation des bailleurs et des agences des Nations Unies est restée limitée malgré plusieurs relances. Au final, seuls huit agents des Nations Unies ou des bailleurs de fonds ont répondu au questionnaire « perception » et aucun autre formulaire n'a été complété par ces catégories. Cette limitation doit être notée, mais elle ne remet toutefois pas en cause la robustesse générale des résultats, largement étayés par les apports significatifs des autres groupes d'acteurs.  
Au-delà de l'aspect méthodologique, cette faible mobilisation constitue également une information en soi. Elle met en lumière une certaine prudence – voire une réticence – de la part de certains acteurs internationaux à partager des données sur leurs pratiques en matière de localisation. Ce constat renforce la pertinence de l'exercice : en documentant ces écarts d'engagement et en proposant des pistes d'amélioration, le baromètre vise précisément à soutenir une dynamique collective plus cohérente et plus transparente.  
Pour les autres catégories d'acteurs, les niveaux de réponse sont en revanche largement satisfaisants. Le tableau de bord OCHA du HRP 2024 recense 31 ONGN/L et 34 ONGI. Sur cette base, le taux de participation dépasse les 74% pour les ONGN/L et atteint 56% pour les ONGI dans le cadre de l'enquête « acteur ».
- **Sur la prise en compte du contexte nigérien** : Le rapport ne permet pas de distinguer les dynamiques territoriales, car ce type d'information n'a pas été collectée dans les formulaires. Les résultats pourraient ainsi refléter plus fortement la perspective d'acteurs basés à Niamey (voir B. Coordination). Ce critère pourrait être intégré dans les futurs baromètres afin de mieux rendre compte des dynamiques territoriales propres au contexte nigérien.
- **Sur le traitement de la dimension Participation** : la Participation est une dimension clé des différentes méthodologies d'analyse de la localisation au sens de participation des populations affectées. Or l'étude ne s'adresse pas directement aux communautés affectées. Leur participation est appréhendée uniquement à travers les déclarations des ONGN/L, des ONGI, des agences onusiennes et des bailleurs. Le traitement de cette dimension aurait nécessité un mode de collecte spécifique et direct, peu compatible avec l'envoi de questionnaires électroniques. Néanmoins, cette dimension mériterait d'être approfondie par des études qualitatives complémentaires.
- **Sur la terminologie ONGN/L** : certains acteurs ont noté que la terminologie la plus appropriée au contexte devrait être « ONGN ». Les auteurs de ce rapport ont cependant conservé la terminologie « ONGN/L » (ONG nationales/locales) - conformément à ce qui figurait dans les questionnaires utilisés. Nous soulignons cependant ici que les structures communautaires de plus petite taille, souvent moins formalisées, n'ont pas été incluses dans l'échantillon.

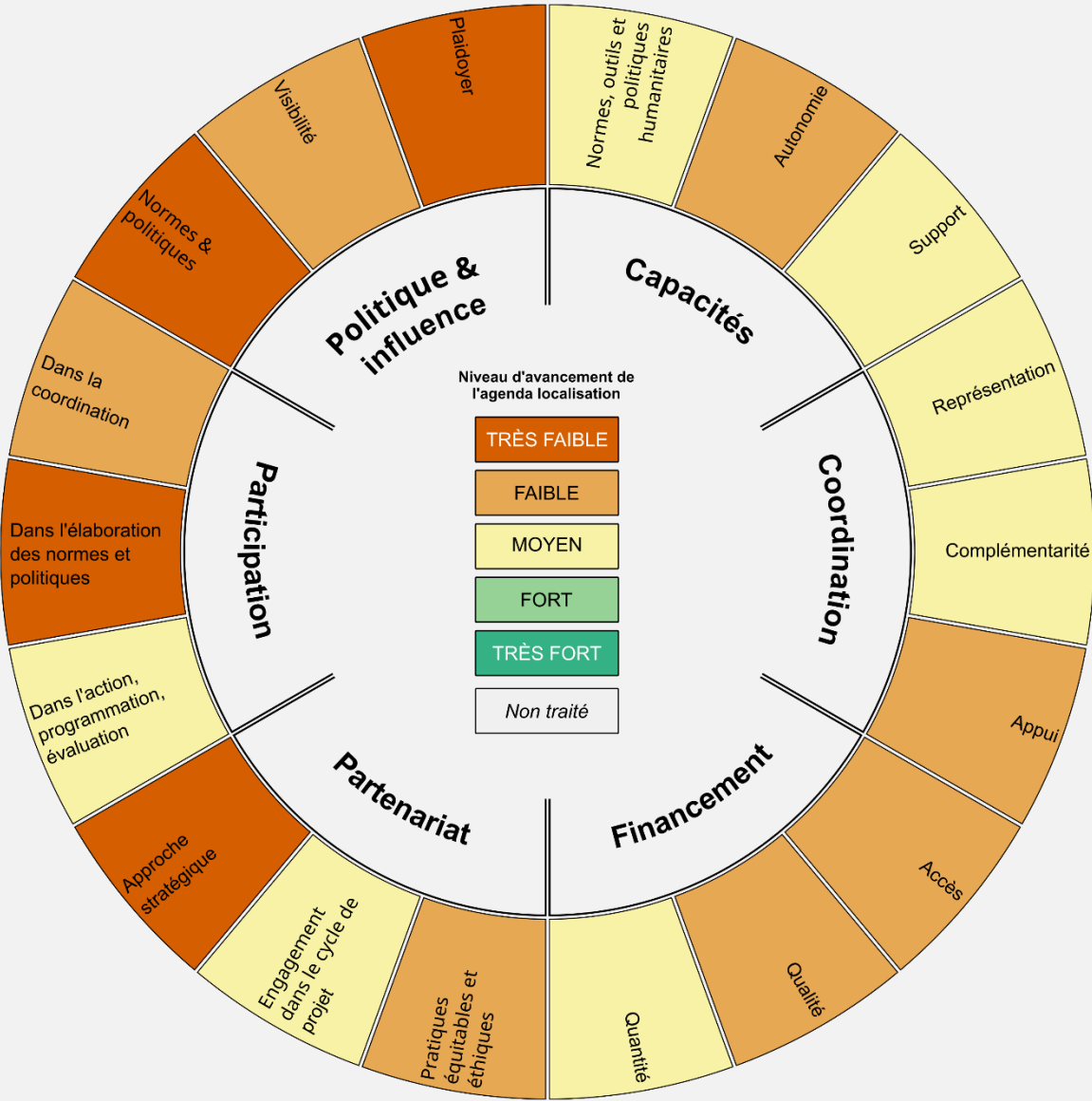


# Résumé synthétique

Tableau récapitulatif

Dimension	Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Capacités	Normes, outils et politiques humanitaires	Les normes, outils et politiques humanitaires sont accessibles et adaptées au contexte.	Moyen
	Autonomie	Les ONGN/L fonctionnent en autonomie.	Faible
	Support	Les ONGN/L bénéficient du support des autres acteurs dans leur montée en compétence.	Moyen
Coordination	Représentation	Les ONGN/L sont représentées au niveau national et participent aux forums et réunions de coordination	Moyen
	Complémentarité	La réponse humanitaire est fournie de manière collaborative et complémentaire.	Moyen
	Appui	Les mécanismes nationaux de coordination sont appuyés et disposent des capacités techniques nécessaires pour intervenir dans le cadre de la réponse humanitaire.	Faible
Financement	Accès	Les ONGN/L ont accès au financement direct avec peu ou pas d'obstacles	Faible
	Qualité	La qualité des financements à disposition des ONGN/L est équivalente à celle de ceux pour les ONGI.	Faible
	Quantité	La quantité de financement dont disposent les ONGN/L est proportionnelle à leur engagement dans la mise en œuvre des activités.	Moyen
Partenariat	Pratiques équitables et éthiques	Les partenariats sont fondés sur des pratiques équitables et éthiques.	Faible
	Engagement dans le cycle de projet	Les partenariats précisent les implications et responsabilités dans le cycle de projet.	Moyen
	Approche stratégique	Des partenariats stratégiques à plus long terme visant à mettre en place des systèmes et des processus qui reflètent l'ambition et les objectifs du partenaire local/ national	Très faible
Participation	Dans l'action, programmation, évaluation	Les communautés participent à façonner la programmation, y compris d'évaluer le travail des ONG (internationales, nationales et locales)	Moyen
	Dans l'élaboration des normes et politiques	Les communautés participent à l'élaboration de normes communautaires/ contextualisées pour tous les acteurs travaillant dans ce contexte.	Très faible
	Dans la coordination	Les communautés sont motrices de la coordination de l'aide.	Faible
Politique, influence et plaidoyer	Normes et politiques	Les normes et politiques qui définissent les cadres d'intervention humanitaire sont définies avec les ONGN/L.	Très faible
	Visibilité et communication	Les ONGN/L sont visibles et reconnues comme acteur des exercices de communication concernant l'aide.	Faible
	Plaidoyer	Les ONGN/L développent des stratégies d'influence et de plaidoyer à toutes les échelles	Très faible

Figure de synthèse



# Analyse détaillée par dimension

## A. Capacités

Les normes humanitaires et politiques sectorielles sont globalement accessibles et jugées adaptées au contexte, mais leur élaboration reste largement pilotée par les acteurs étatiques et internationaux. Les ONGN/L sont rarement impliquées dans la production ou la diffusion de ces cadres, malgré leur adhésion déclarée aux normes existantes. Cette exclusion traduit une forme de défiance structurelle : les ONGN/L sont perçues comme des exécutantes plus que comme des partenaires stratégiques. Leur rôle reste souvent limité à la mise en œuvre de projets conçus en amont, dans une logique d'externalisation à moindre coût qui restreint leur marge de manœuvre financière et institutionnelle.

Cette dépendance s'exprime aussi dans la structure du financement : selon les données collectées, plus de 80 % des ressources des ONGN/L proviennent indirectement d'agences des Nations unies ou d'ONGI, les privant d'une réelle autonomie. Leur faible accès à la phase de conception budgétaire renforce la logique descendante du partenariat et empêche l'équilibrage des salaires et des charges de fonctionnement. Les écarts de rémunération entre acteurs locaux et internationaux participent à la fois à une hiérarchisation implicite des statuts et à un phénomène de « braconnage » des personnels qualifiés, aggravé par la nationalisation croissante des postes au sein des organisations internationales. Seules quelques ONGN/L, bénéficiant de partenariats de long terme et de confiance, parviennent à négocier des conditions plus équitables.

Malgré ces contraintes, la quasi-totalité des acteurs reconnaissent l'importance du renforcement des capacités. La majorité des ONGN/L disposent d'un plan de développement interne et presque tous les partenariats déclarés incluent un volet de formation ou d'appui. Cependant, ces initiatives demeurent souvent périphériques et peu suivies, ce qui limite leur impact. Elles se déroulent fréquemment de manière isolée en fonction des orientations stratégiques et thématiques du donateur, sans coordination ni capitalisation collective, empêchant l'émergence d'une approche structurée du renforcement institutionnel. Cette dispersion des efforts, combinée à la dépendance financière et au manque de reconnaissance dans les espaces normatifs, freine la consolidation durable de l'autonomie et de la légitimité des acteurs nationaux dans le système humanitaire.

Recommandation transversale :

- ⇒ Mettre en place un programme conjoint et transparent de renforcement des capacités piloté par les forums (ONGN/ONGI) et soutenu par les Nations unies et les bailleurs, avec un accent sur les aspects suivants : gouvernance et leadership, logistique, administration et gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion des programmes.

Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Normes, outils et politiques humanitaires	Les normes, outils et politiques humanitaires sont accessibles et adaptées au contexte.	Moyen
Autonomie	Les ONGN/L fonctionnent en autonomie.	Faible
Support	Les ONGN/L bénéficient du support des autres acteurs dans leur montée en compétence.	Moyen

## AA. Normes, outils et politiques humanitaires

**Définition : Les normes, outils et politiques humanitaires sont accessibles et adaptés au contexte.**

Si la plupart des acteurs sont positifs concernant l'accessibilité des normes et leur adaptation, la participation des acteurs nationaux à leur écriture et diffusion est limitée aux acteurs étatiques, aucun des documents collectés dans le cadre de cette étude ne révélant une implication d'ONGN/L.

Le rôle de l'Etat est ainsi reconnu et la plupart des acteurs sont en attente de connaître la nouvelle structuration du Ministère de tutelle pour ajuster leur approche aux nouveaux contacts, au mandat et responsabilités qui seront associées.

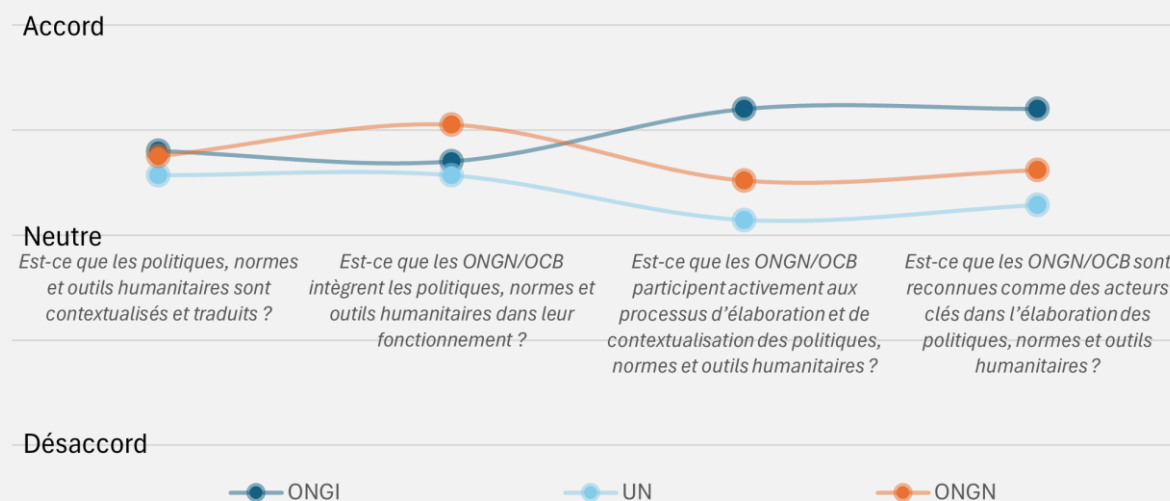
Par opposition, il existe une forte défiance des acteurs internationaux envers les ONGN/L qui sont de manière générale faiblement considérées comme des acteurs clés vis-à-vis de la production de documents normatifs alors que 96% d'entre elles déclarent appliquer des normes et politiques dans la mise en œuvre de leurs activités.

Alors que les ONGN/L sont systématiquement représentées dans les structures de coordination avec des taux de représentation similaires aux ONGI (on note une présence ONGN/L et ONGI à 100% des réunions), cette défiance, associée à une faiblesse de production, pointe un cloisonnement du rôle des ONGN à certains aspects de la réponse humanitaire.

Selon les personnes interviewées, cette situation découle du modèle actuel de mise en œuvre des activités humanitaires : les ONGN/L sont utilisées pour exécuter les activités, avec des budgets limités à cette fonction. Cela les empêche de rayonner au-delà et de rémunérer suffisamment leurs employés pour limiter les effets de « **braconnage des personnels compétents** ».

« **La plupart de nos financements sont du "faire-faire"** » dans une logique d'externalisation à moindre coût.

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*



## AB. Autonomie

**Définition : Les ONGN/L fonctionnent en autonomie.**

En moyenne, 81% des fonds des ONGN/L sont indirects (49% via les ONGI, 33% via les Agences des Nations unies) rendant celles-ci très dépendantes d'acteurs intermédiaires dans leur capacité de déploiement et d'autonomie (voir C. Financement). Si les logiques d'intervention sont discutées au moment du montage des demandes de financement, un verrou important semble exister au niveau des montages budgétaires pour lesquels « On arrive souvent après la définition financière, on peut reprendre les parties narratives mais c'est tout. On vient, on échange, on signe et ensuite on a le budget ».

Cette difficulté d'accéder à la construction des budgets facilite la mise en œuvre de logique « d'externalisation à moindre coût » impactant de fait les marges budgétaires des ONGN/L tant vis-à-vis des frais de fonctionnement que des salaires.

La question des salaires est vue comme un élément central. Elle l'est en pratique, avec des écarts de salaires créant de fait une attractivité en cascade entre ONGN/L, ONGI et Agences des Nations unies. Elle l'est aussi sur le plan symbolique quand les niveaux de salaires induisent une reconnaissance et une importance donnée aux personnes, notamment dans les instances de coordination (voir B. Coordination).

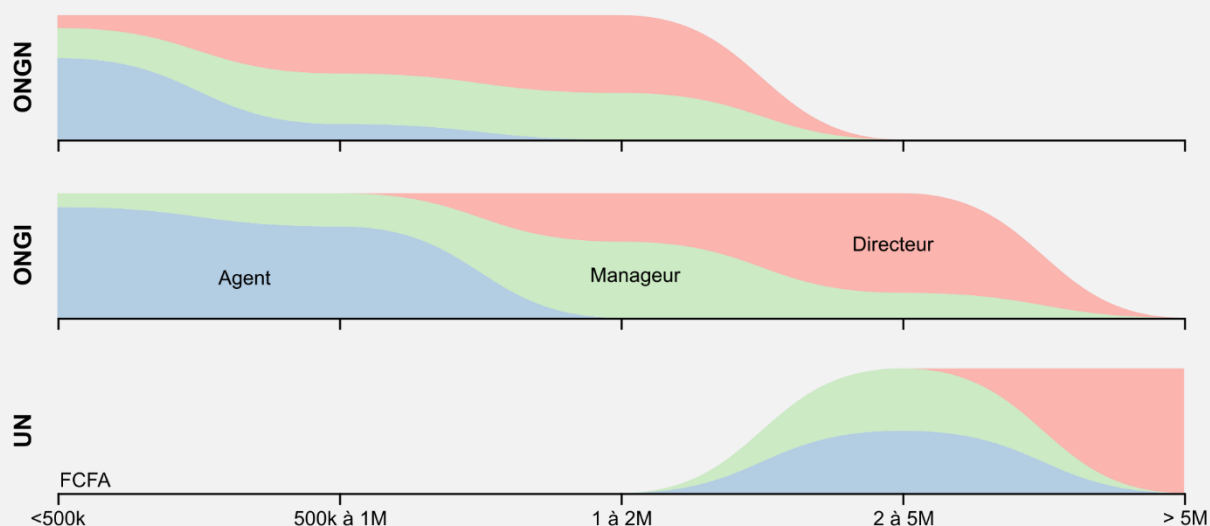
Au-delà des aspects salariaux, vient s'ajouter une dynamique de nationalisation des postes à l'œuvre depuis plusieurs années mais renforcée tant par le contexte international lié au financement que par le contexte national notamment vis-à-vis des employés occidentaux.

Ces nationalisations de postes pour les acteurs internationaux augmentent de fait les effets de débauchage et de compétition avec les acteurs nationaux. Sur l'année passée, ce sont la moitié des acteurs ONGN/L interrogés qui déclarent avoir eu des employés approchés par des structures internationales dans le cadre de processus de recrutement.

Par ailleurs, dans le cadre de partenariats spécifiques et de longs termes, lorsque la confiance entre partenaires était établie, certaines ONGN/L semblent avoir réussi à faire monter le niveau de leur offre salariale pour obtenir des niveaux équivalents aux ONGI.

Pour autant, les niveaux de compétence ainsi que la capacité de gestion financière des ONGN/L sont pointés par les acteurs internationaux comme limités, notamment en lien avec la prise de risque et redevabilité financière associée, considérant que « ce n'est pas du tout une évidence » et ce, même dans les cas de partenariats de longue date.

*Distribution des salaires par poste et type d'organisation*



## AC. Support

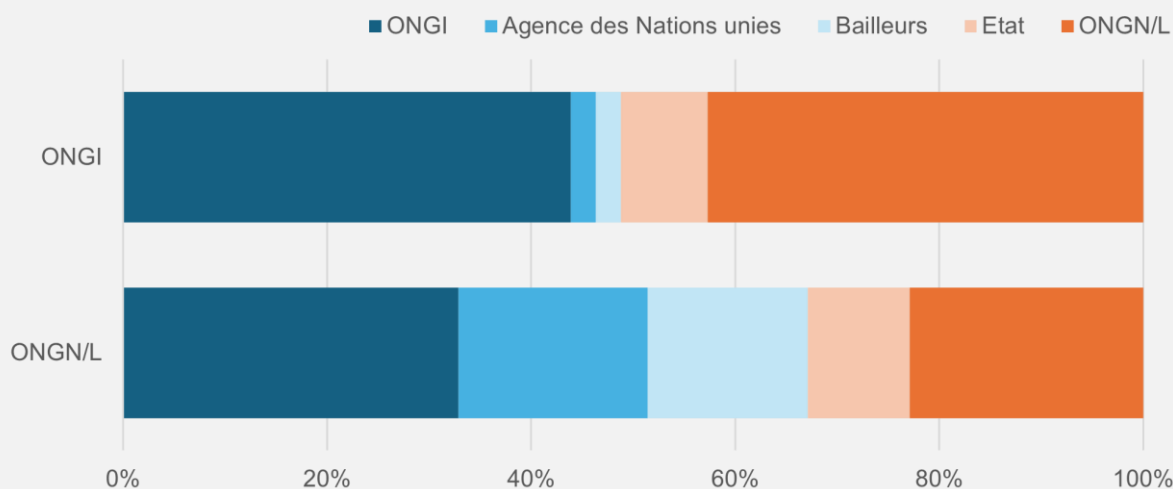
**Définition : Les ONGN/L bénéficient du support des autres acteurs.**

Les processus de renforcement des capacités des acteurs nationaux sont une évidence pour l'ensemble des acteurs, qu'il s'agisse de processus internes aux ONGN/L (83% ont un plan de développement des capacités) que de la part d'acteurs internationaux dans le cadre de partenariats (96% de partenariats concernés). L'Etat nigérien est aussi un acteur de renforcement pour un peu moins de la moitié des partenariats avec des ONGN/L.

Si les données quantitatives collectées laissent à penser que le dimensionnement de ces actions se fait avec l'implication des acteurs concernés (dans 85% des cas selon les ONGN/L, à 97% selon les ONGI) et selon leur besoin (à 92 et 97%), les entretiens tendent à limiter l'impact de ces aspects mettant en avant un enjeu communicationnel : « Les jolis plans de renforcement définis au moment des signatures ne sont pas correctement suivis probablement parce que ne sont pas les activités principales des projets mais des éléments Adhoc ».

Autre aspect, déjà observé dans l'analyse des partenariats (cf. D. Partenariats), l'existence d'initiative et de réflexion organisationnelle isolée. Il ressort en effet à la fois des données issues des formulaires et des entretiens que beaucoup d'acteurs se mobilisent à leur échelle « on a une réflexion d'ensemble mais interne », sans que ces processus ne soient connus ou qu'il puisse y avoir de logique de capitalisation/ leçons apprises sur le sujet afin de déboucher sur des harmonisations de pratiques par exemple.

*Acteur réalisant les processus de renforcement des compétences selon le public (ONGI ou ONGN/L)*



## B. Coordination

La représentation des ONGN/L dans les espaces de coordination humanitaire est désormais une réalité formelle, mais leur influence reste limitée. Présentes dans la plupart des réunions, elles participent davantage comme exécutantes que comme décideuses, dans un système où les agences des Nations unies et les ONGI conservent le contrôle stratégique. Les déséquilibres se traduisent à la fois dans la gouvernance et dans la reconnaissance symbolique, les écarts de ressources et de salaires confortant la hiérarchie existante. Malgré cela, des signes d'évolution apparaissent : certaines ONGN/L assument progressivement des rôles de co-facilitation et s'expriment dans les instances de haut niveau, illustrant une volonté d'émancipation et un apprentissage collectif.

Cette dynamique reste toutefois freinée par un déficit de confiance et des résistances à la redistribution du pouvoir. Les acteurs internationaux invoquent la nécessité de renforcer les capacités avant tout transfert de leadership, ce qui retarde souvent la mise en œuvre effective du principe de localisation. Les formations, le coaching et les appuis techniques se multiplient mais demeurent ponctuels, sans stratégie globale ni suivi à long terme. Les processus de renforcement sont donc perçus comme accessoires, tandis que les initiatives de collaboration véritable restent isolées et fragiles. L'ambiguïté des rôles et le manque d'incitations concrètes entretiennent la passivité des ONGN/L dans les espaces décisionnels.

La complémentarité entre acteurs repose encore sur un équilibre instable entre discours et pratique. Si la « réinitialisation humanitaire » et certaines réformes récentes créent un cadre plus favorable à la responsabilisation locale, la crainte d'un maintien du statu quo demeure forte. La réforme du ministère de tutelle, en redéfinissant les interlocuteurs et responsabilités, accentue cette attente d'ajustement. Dans ce contexte, des structures comme la SONAH illustrent à la fois le potentiel et les limites du dispositif : reconnue pour son rôle de coordination, elle reste confrontée aux mêmes obstacles que ses membres – manque de financement, faible accès aux espaces normatifs et difficultés à affirmer un leadership légitime. La localisation avance donc par étapes, entre volonté affirmée de transfert et inerties persistantes du système humanitaire.

Recommandations transversales :

- ⇒ Améliorer la qualité de la participation des ONGN/L.
- ⇒ Institutionnaliser des mécanismes de coordination paritaires où les ONGN/L et ONGI disposent d'un rôle décisionnel partagé.
- ⇒ Appuyer le rôle et le leadership de la SONAH.

Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Représentation	Les ONGN/L sont représentées au niveau national et participent aux forums et réunions de coordination	Moyen
Complémentarité	La réponse humanitaire est fournie de manière collaborative et complémentaire.	Moyen
Appui	Les mécanismes nationaux de coordination sont appuyés et disposent des capacités techniques nécessaires pour intervenir dans le cadre de la réponse humanitaire.	Faible

## BA. Représentation

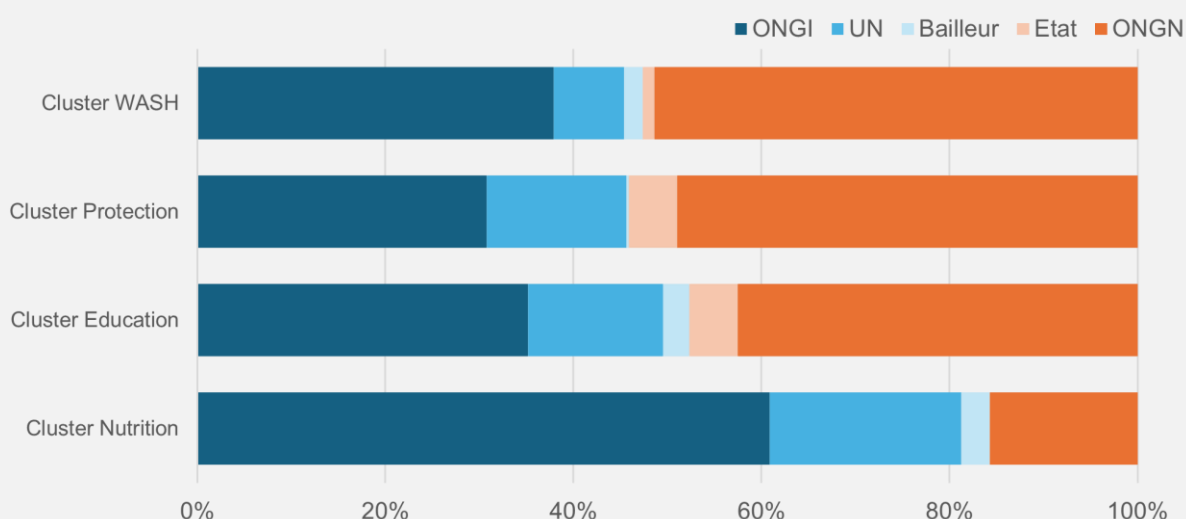
**Définition : Les ONGN/L sont représentées au niveau national et participent aux forums et réunions de coordination**

La représentation des ONGN/L dans les mécanismes de coordination humanitaire est systématique tandis que les taux de représentation vont fluctuer d'une réunion à une autre (16 à 52% des participants sont issus des ONGN/L). Historiquement, les espaces de décision et de leadership au sein des clusters sont dominés par les agences des Nations unies et les ONGI, les acteurs nationaux occupant surtout un rôle d'observateurs ou de participants passifs. Les aspects symboliques concernant les salaires (cf. A. Capacités) ou la renommée des organisations jouent un rôle important : « Les ONGN voient des poids lourds devant eux [...] et se mettent en retrait ». Toutefois, le processus de localisation et surtout la "réinitialisation humanitaire" ont ouvert de nouvelles perspectives de transfert de compétences et de responsabilités. Plusieurs interlocuteurs soulignent qu'un changement est en cours : certaines ONGN/L assument désormais des rôles de co-facilitation, même si ces exemples demeurent isolés.

Ce mouvement s'inscrit dans un processus d'apprentissage progressif. « On ne peut pas te faire un transfert de responsabilité sans transfert de compétence » : les ONGN/L doivent être formées, disposer de ressources humaines qualifiées et bénéficier d'un appui continu des ONGI et des Nations unies. Sans cela, leur participation reste symbolique, une « représentation sans pouvoir ». Les obstacles tiennent autant à la faible capacité technique qu'à la réticence de certains acteurs internationaux ou étatiques à céder le contrôle. Dans certains secteurs sensibles, la confiance envers les acteurs locaux – notamment en lien avec les principes humanitaires par rapport à un risque de politisation de l'aide – reste faible, limitant leur accès au leadership.

Par ailleurs, les ONG/L peinent à exercer une réelle influence dans le plaidoyer, face à un système humanitaire perçu comme fermé et peu réactif. Leur mobilisation semble souvent motivée par la recherche de financement plutôt que par une reconnaissance de leur rôle stratégique. Malgré tout, une dynamique de responsabilisation émerge : en lien avec la SONAH, certaines ONGN/L prennent la parole dans les espaces de haut niveau (EHP, GT réinitialisation humanitaire) et sont de plus en plus impliquées dans les décisions.

*Taux de représentation des acteurs par organe de coordination*





## BB. Complémentarité

**Définition : La réponse humanitaire est fournie de manière collaborative et complémentaire.**

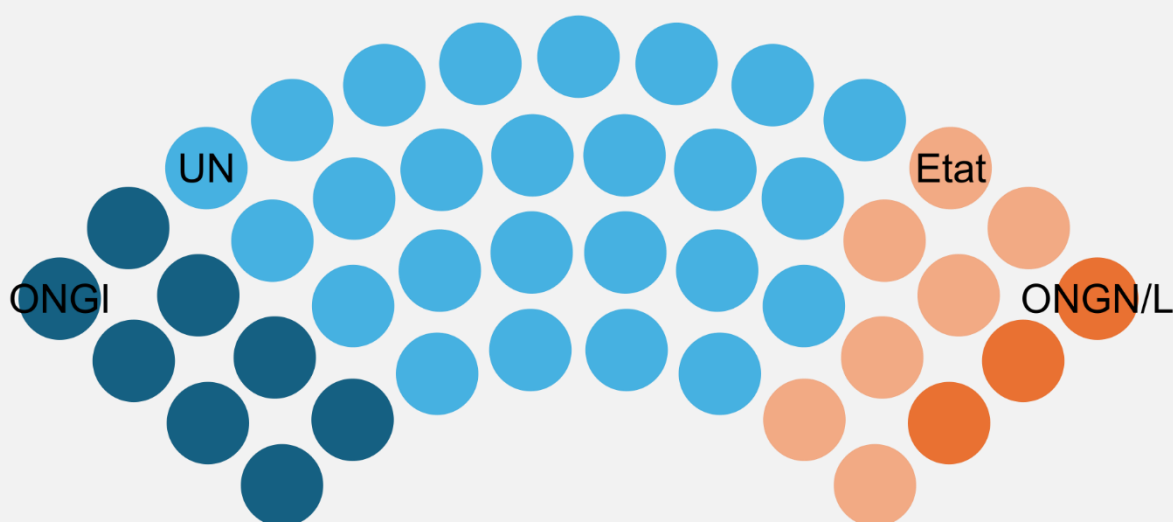
La complémentarité entre acteurs humanitaires au Niger reste limitée, marquée par des déséquilibres persistants entre agences des Nations unies, ONGI et ONGN/L. Ces dernières participent aux cadres de coordination mais avec peu d'influence réelle, leur rôle demeurant souvent symbolique. Malgré le discours sur la localisation, le partage du pouvoir décisionnel reste difficile alors que les politiques d'inclusion, y compris dans l'Equipe humanitaire pays (EHP), n'ont pas produit les effets escomptés.

Des avancées existent cependant : certaines ONGI encouragent leurs partenaires nationaux à co-faciliter des clusters, et des initiatives de renforcement de capacités se multiplient. Cette évolution traduit un apprentissage mutuel, bien que freiné par le manque de ressources, « Tant que l'on n'a pas de renforcement des capacités qui permettent aux ONGN de se défendre, d'être préparés, etc. ils ne seront que des figurants », la réticence à céder le contrôle, « ce sont toujours les mêmes "usual suspects" », et l'absence de clarté dans la répartition des rôles.

La "réinitialisation humanitaire" favorise peu à peu une collaboration plus équilibrée, fondée sur la reconnaissance des compétences locales et de l'ancrage territorial des ONGN/L même si des craintes émergent quant au bienfondé de la démarche : « Les agences des Nations unies sont en train de voir comment préserver le status quo ».

Enfin, le décalage de perception des acteurs vis-à-vis de la définition même de l'action humanitaire et de ses principes, pour lesquels acteurs internationaux, ONGN/L et Etat n'ont pas les mêmes approches, reste un point de décalage important à considérer par la suite.

*Statut des lead et co lead des organes de coordination<sup>1</sup>*



<sup>1</sup> Selon les contacts listés sur <https://response.reliefweb.int/fr/niger>

## BC. Appui

**Définition : Les mécanismes nationaux de coordination sont appuyés et disposent des capacités techniques nécessaires pour intervenir dans le cadre de la réponse humanitaire.**

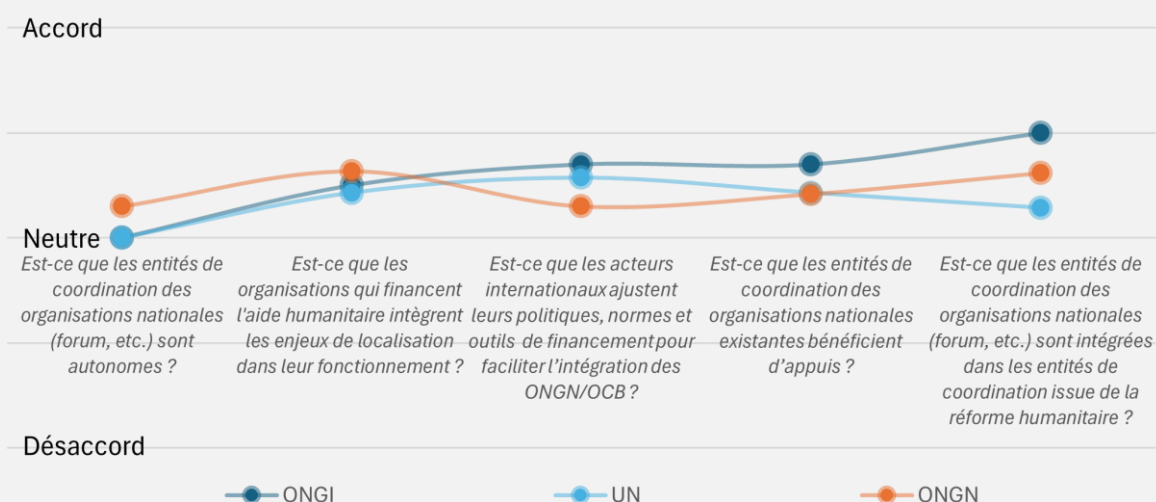
De l'avis de l'ensemble des sondés, le transfert de leadership ne peut se faire sans accompagnement soutenu. Plusieurs témoignages soulignent l'importance d'un appui technique et institutionnel des ONGI et agences des Nations unies aux ONGN, notamment via le coaching, les formations et la délégation progressive de tâches de coordination.

Bien que certaines initiatives en faveur de localisation soient visibles au Niger, elles restent fragmentées, non coordonnées et dépourvues d'un cadre d'engagement structuré. Dans ce domaine, l'absence d'une feuille de route commune, de délai précis et de pratiques/outils développés de manière inclusive conduit à des actions isolées, parfois contradictoires. Malgré les tentatives de OCHA pour stimuler la participation nationale et les déclarations d'invitation à la co-facilitation menées par quelques ONGI, les obstacles restent significatifs : insuffisance des ressources, faible valorisation de l'expertise nationale et réticence à vis-à-vis des ONG nationales.

La récente réforme ministérielle a par ailleurs limité la compréhension des acteurs quant aux responsabilités des parties prenantes et notamment étatiques dans la coordination de l'aide et beaucoup restent en attente de clarification avant de pouvoir s'investir à nouveau dans ce domaine.

Le rôle de la SONAH est à ce titre révélateur. Forum des ONGN reconnu par l'ensemble des acteurs comme une structure nécessaire dans le paysage de la coordination et disposant d'une gouvernance renforcée, elle se retrouve dans l'ensemble des difficultés rencontrées entre besoin de spécialisation, développement du leadership, accès aux financements ou encore positionnement vis-à-vis des principes humanitaires.

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*



## C. Financement

L'accès, la qualité et la quantité des financements destinés aux ONGN/L illustrent un déséquilibre structurel persistant entre acteurs nationaux et internationaux, malgré quelques signaux de changement. Le système humanitaire reste fondé sur un modèle où ONGI et agences onusiennes, intermédiaires principaux, reçoivent près de 80 % des fonds et ne transfèrent aux acteurs nationaux que des montants essentiellement dédiés à la mise en œuvre. Cette configuration limite l'accès direct des ONGN/L, réduit leur marge de décision et freine leur consolidation institutionnelle.

Si certaines ONGN/L parviennent à diversifier leurs ressources, cela relève davantage d'une nécessité de survie que d'une reconnaissance structurelle. Les bailleurs, invoquant des critères de redevabilité ou de garantie financière, continuent de privilégier les acteurs jugés plus sûrs. Les obstacles administratifs et culturels restent importants : exigences contractuelles inadaptées, manque de confiance, perception de faible fiabilité. Ce cercle nourrit une dépendance structurelle qui entretient à son tour la faiblesse de l'accès.

La qualité des financements reflète ce déséquilibre. Les contrats de sous-financement privilégient l'opérationnel au détriment du renforcement institutionnel. La courte durée des projets, la participation limitée à l'élaboration budgétaire et le manque de transparence entravent la structuration durable des ONGN/L. Quelques bonnes pratiques existent — budgets dédiés au renforcement, co-construction des projets — mais elles restent ponctuelles et dépendantes de volontés individuelles.

Sur le plan quantitatif, la redistribution demeure marginale : seulement 6 % des budgets déclarés sont directement alloués aux ONGN/L. Même les mécanismes d'augmentation ciblée, comme les cibles de transfert ou le FHRAOC, ne modifient pas profondément la concentration des ressources au niveau international. Ces initiatives sont encourageantes mais non intégrées à une stratégie commune de transformation du financement.

Au croisement de ces enjeux, la confiance apparaît comme le levier central. Améliorer l'accès, la qualité et la quantité des financements implique d'adapter les critères d'éligibilité, de simplifier les procédures et de repenser le partenariat entre acteurs nationaux et internationaux. Une plus grande transparence, un partage réel du pouvoir décisionnel et des financements pluriannuels plus stables permettraient aux ONGN/L de dépasser un rôle d'exécutants pour devenir des co-acteurs stratégiques. Le mouvement vers une localisation effective est amorcé, mais reste fragile et dépend d'un engagement collectif de transformation.

Recommandations clés :

- ⇒ Créer un guichet de financement local géré conjointement par les bailleurs, les Nations unies et les forums, favorisant les subventions directes et la simplification administrative, assorti d'un accompagnement technique.
- ⇒ Renforcer les processus de discussion directe entre ONGN/L et bailleurs.
- ⇒ Impliquer les partenaires ONGN/L dans toutes les démarches de dialogue et soumission de demandes de financements.

Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Accès	Les ONGN/L ont accès au financement direct avec peu ou pas d'obstacles	Faible
Qualité	La qualité des financements à disposition des ONGN/L est équivalente à celle de ceux pour les ONGI.	Faible
Quantité	La quantité de financement dont disposent les ONGN/L est proportionnelle à leur engagement dans la mise en œuvre des activités.	Moyen

## CA. Accès

### Définition : Les ONGN/L ont accès au financement direct avec peu ou pas d'obstacles

En moyenne, 81 % des financements obtenus par les ONGN/L sont indirects, dont 50 % proviennent des ONGI. Ces dernières reçoivent environ 80 % de leurs ressources directement des bailleurs, ce qui confirme leur rôle d'intermédiaires principaux dans le système de financement humanitaire aux côtés des agences des Nations unies.

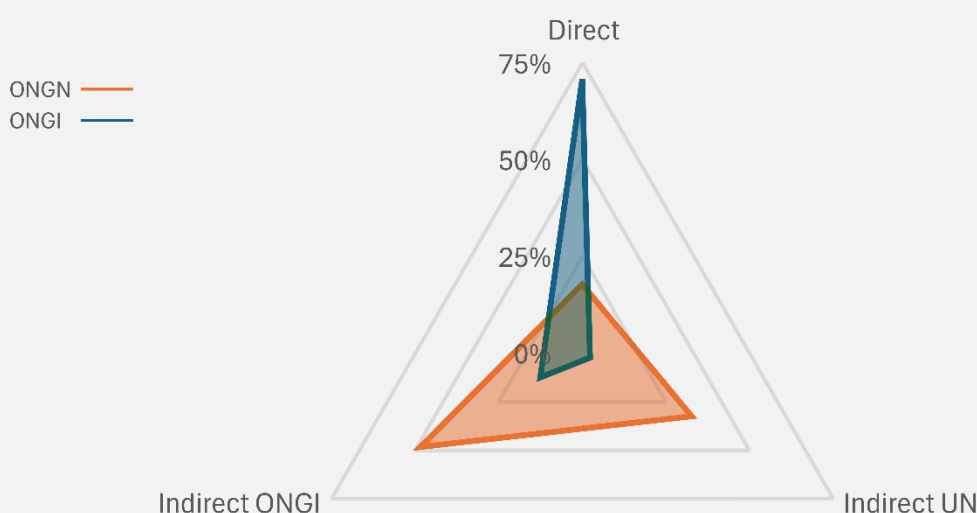
Dans leur recherche de financement, on note par ailleurs un important éclatement des sources utilisées par les ONGN/L, au contraire des ONGI qui ont recours à un nombre beaucoup plus limité de sources distinctes.

L'accès direct des ONGN/L aux financements reste limité par plusieurs facteurs institutionnels, procéduraux et culturels. Les bailleurs privilégient principalement les ONGI et les agences onusiennes, considérées comme plus fiables en matière de redevabilité financière et de respect des standards. La question semble principalement se porter sur la « **garantie financière, si le projet ne marche pas, quelles organisations peuvent retourner les fonds ?** ». Les exigences contractuelles et les garanties demandées constituent des obstacles importants pour les organisations nationales, souvent jugées insuffisamment structurées. Les acteurs internationaux se présentent comme relais nécessaires pour répondre aux critères des bailleurs, tandis que les ONGN/L soulignent un déséquilibre dans la répartition des responsabilités et des ressources.

Un autre enjeu est pointé par les bailleurs concernant le niveau de connaissance et donc de confiance associée pour des partenaires ONGN/L éventuellement moins visibles ainsi que la considération du respect « **des principes humanitaires et de diminution des risques vis-à-vis des personnes** ».

Plusieurs pistes d'amélioration sont identifiées : adaptation des critères d'éligibilité aux contextes locaux, simplification des procédures, augmentation des pourcentages de coûts non justifiés autorisés, renforcement de la confiance envers les acteurs nationaux, augmentation des processus de cartographie et analyse des acteurs, etc. Ces démarches restent encore limitées mais témoignent d'une évolution progressive du système.

Origine moyenne des volumes de financements par type d'acteur



## CB. Qualité

**Définition : La qualité des financements à disposition des ONGN/L est équivalente à celle des ONGI.**

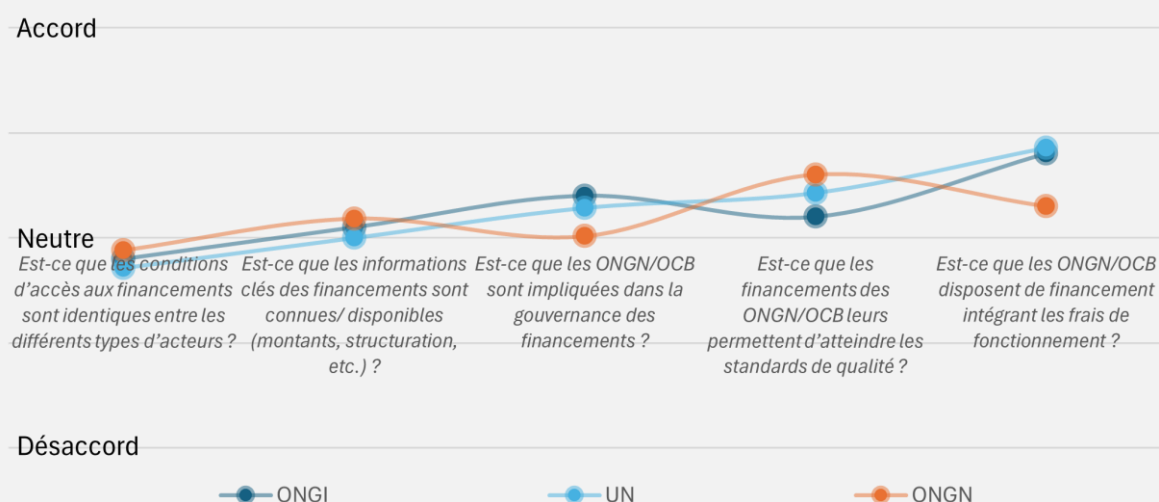
Dans leur relation contractuelle dans les cas de financements indirects, les modalités d'accès actuelles privilégient des budgets centrés sur la mise en œuvre, avec peu de prise en compte des coûts indirects ou des besoins de structuration institutionnelle. Ces modalités créent une dépendance et limitent la consolidation interne des organisations locales.

Par ailleurs, avec des durées de financements limitées à 1 an en moyenne (contre 2 pour les ONGI), une faiblesse d'implication dans les montages budgétaires (uniquement dans 69% des demandes de financements contre 95% des cas pour les ONGI) et une limitation d'accès aux informations sur les règles de financement (dans 18% des financements), la qualité des financements est inégale entre acteurs nationaux et internationaux.

Si certains acteurs intermédiaires définissent déjà des règles budgétaires concernant le financement du renforcement des capacités, de la gouvernance et de la gestion financière avec l'allocation par exemple d'un minimum de 3 % des enveloppes au développement des partenaires, ces bonnes pratiques restent encore isolées.

Une personne interrogée questionne le paternalisme de la gestion financière et la perception négative des ONGN/L comme des raisons expliquant un déséquilibre persistant dans la relation de financement intermédiaire et de partenariat (voir D. Partenariat). Une amélioration de la qualité passe par une approche de co-construction, des critères transparents, et un partage équitable du pouvoir décisionnel, afin que les financements servent autant à renforcer la résilience institutionnelle qu'à exécuter des activités : « Les ONGI devraient faciliter l'accès aux financements et la mise en œuvre conjointe ».

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*



## CC. Quantité

**Définition : La quantité de financement dont disposent les ONGN/L est proportionnelle à leur engagement dans la mise en œuvre des activités.**

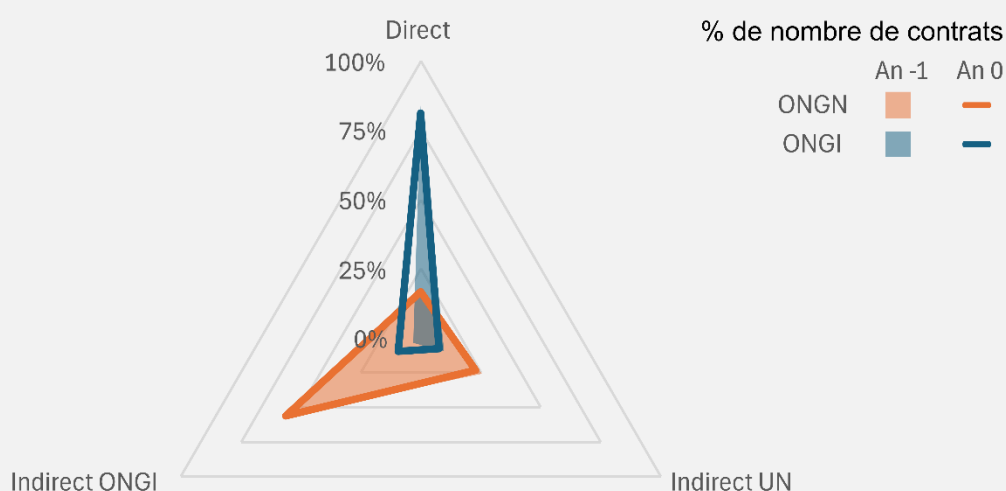
Sur le plan quantitatif et malgré un discours généralisé sur la redistribution, les chiffres restent faibles avec 6% des budgets déclarés alloués directement aux ONGN/L : les ONGI conservent la majorité des enveloppes et transfèrent aux ONGN/L des montants orientés sur de la mise en œuvre opérationnelle. Comme pour les approches de renforcement des capacités (voir A.), on note des démarches positives pour augmenter les quantités transférées aux ONGN/L quelle que soit la modalité de financement. 71% des fonds du FHRAOC sont ainsi mis à la disposition d'ONGN/L par exemple tandis différentes ONGI utilisent dorénavant des cibles de transfert aux ONGN/L (de 25 à 40% des budgets obtenus).

Si elles ont le mérite d'exister et prouvent un progressif changement d'approche, ces démarches restent encore isolées, sujettes à des stratégies organisationnelles plutôt que globales qui ne facilitent donc pas les discussions ouvertes sur le changement progressif du rôle des acteurs internationaux, les leçons apprises, etc.

Ces logiques restent cependant conditionnées à la disponibilité de financements globaux, en baisse, et à la capacité des ONGN/L à satisfaire les critères techniques des bailleurs. La quantité de financement doit donc être pensée non seulement vis-à-vis d'une augmentation des flux vers les acteurs nationaux, mais aussi en garantissant leur stabilité sur plusieurs cycles afin de leur permettre de planifier, d'innover et de renforcer leur ancrage institutionnel.

Les données collectées durant les enquêtes en amont de l'arrêt de BHA/ USAID montrent un très faible changement dans les stratégies de financements des ONGN/L et ONGI entre l'année 2023 et l'année 2024. Il sera intéressant de vérifier si ces stratégies ont évolué depuis.

*Evolution des sources de financement d'une année à l'autre selon le type d'acteur*



## D. Partenariat

Les relations entre ONGI et ONGN/L au Niger restent dominées par une asymétrie structurelle qui touche les dimensions éthiques, opérationnelles et stratégiques du partenariat. Malgré un discours partagé sur la complémentarité et la localisation, les pratiques demeurent principalement instrumentales : les partenariats servent surtout à exécuter des projets définis par les acteurs internationaux, dans une logique de gestion du risque et de conformité. Les ONGN/L, pourtant reconnues pour leur ancrage territorial, restent cantonnées à un rôle d'exécutants.

Les données confirment cette situation : seuls 10 % des partenariats permettent une implication des ONGN/L au-delà de leurs propres activités, et moins de la moitié sont réellement co-définis. Leur participation au cycle complet du projet reste limitée, les ONGI conservant le contrôle stratégique, la visibilité et la production des rapports. À cette domination s'ajoute une mise en concurrence des acteurs locaux, contraire à l'équité et à l'apprentissage collectif. La dépendance financière et la brièveté des financements freinent la construction de relations durables et l'investissement dans le renforcement organisationnel.

La dimension stratégique, souvent affichée, reste largement nominale. Quelques initiatives existent pour structurer des partenariats à long terme ou intégrer le renforcement des capacités, mais elles demeurent isolées et dépendent de la volonté d'organisations spécifiques. La crainte du risque financier et la pression sur les résultats de court terme renforcent les logiques de contrôle et réduisent l'autonomie des partenaires locaux. Cette configuration empêche la construction d'une vision commune et limite l'émergence de systèmes fondés sur la confiance et la responsabilité mutuelle.

Certaines évolutions ouvrent toutefois des perspectives. Des démarches pluriannuelles, des initiatives de plaidoyer collectif ou des réflexions autour de la « réinitialisation humanitaire » témoignent d'une volonté croissante de recentrer le rôle des acteurs nationaux. Consolider ces dynamiques implique une transformation profonde du partenariat : passer de la prestation à la co-construction, partager réellement le pouvoir décisionnel, reconnaître les expertises locales et inscrire la relation dans une perspective stratégique commune. C'est à cette condition que les pratiques éthiques, l'engagement dans le cycle du projet et la vision à long terme pourront converger vers des partenariats plus équitables et structurants.

Recommandations transversales :

- ⇒ Sur base des outils existants, adopter une charte nationale du partenariat équitable définissant des principes communs (rôle, responsabilités, partage des ressources, redevabilité mutuelle) et promue conjointement par les forums ONGI et ONGN.
- ⇒ Dissocier les démarches de partenariats des démarches de financement et renforcer l'implication réelle de tous les partenaires dès le lancement de leur montage.

Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Pratiques équitables et éthiques	Les partenariats sont fondés sur des pratiques équitables et éthiques.	Faible
Engagement dans le cycle de projet	Les partenariats précisent les implications et responsabilités dans le cycle de projet.	Moyen
Approche stratégique	Des partenariats stratégiques à plus long terme visant à mettre en place des systèmes et des processus qui reflètent l'ambition et les objectifs du partenaire local/ national	Très faible



## DA. Pratiques équitables et éthiques

**Définition : Les partenariats sont fondés sur des pratiques équitables et éthiques.**

Les relations partenariales entre ONGI et ONGN/L au Niger se caractérisent par une forte hétérogénéité. Certaines ONGI adoptent une logique de « faire faire », déléguant la mise en œuvre à leurs partenaires locaux, tandis que d'autres développent des partenariats contractuels plus équilibrés, avec partage de responsabilités. Dans la majorité des cas, les relations demeurent marquées par une asymétrie structurelle : les ONGI détiennent les ressources financières et décisionnelles, alors que les ONGN/L disposent d'un ancrage territorial et de capacités opérationnelles reconnues. Les partenariats sont peu perçus comme équitables et les données collectées permettent de corroborer ce ressenti : seuls 10% des partenariats permettent au partenaire ONGN/L d'être impliqué dans la gestion budgétaire au-delà de ses propres activités, l'engagement des responsabilités des ONGN/L n'est jugé effectif que dans 60% des cas, la co-définition dans 40% tandis que 10 à 20% des partenariats créent des relations monopolistiques.

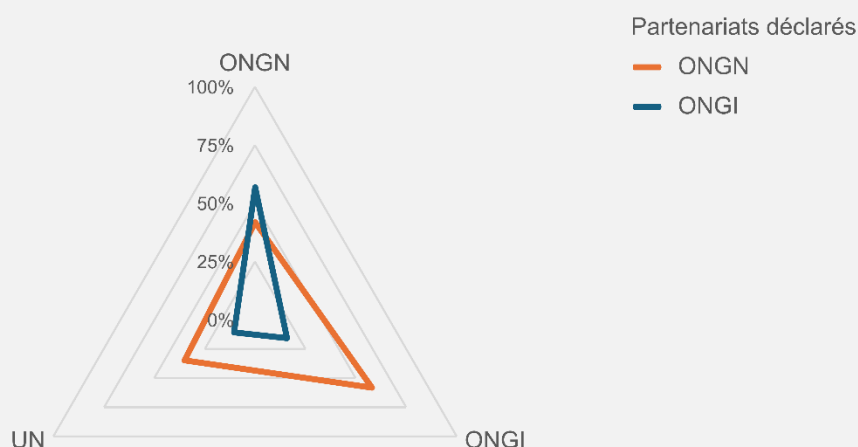
Plusieurs acteurs soulignent que les organisations internationales conservent la maîtrise des projets, de la visibilité et des rapports, ne laissant aux partenaires locaux qu'un rôle d'exécution. Les transferts financiers sont souvent limités et assortis de conditions restrictives, traduisant une logique de sous-traitance plutôt que de co-construction (cf. C. Financements).

Les pratiques de mise en concurrence entre partenaires accentuent cette inégalité. Selon un acteur international : « Nous mettons les partenaires en compétition pour les fonds, ça ne peut pas être équitable ». La redéfinition des rôles, notamment autour de la mobilisation conjointe de ressources et de la complémentarité des expertises, est identifiée comme un levier pour corriger ces déséquilibres.

L'absence de vision partagée autour de la localisation renforce par ailleurs les tensions : les ONGI continuent d'aborder les partenariats selon une logique de gestion du risque demandé par les bailleurs plutôt que de renforcement des capacités locales.

Malgré quelques avancées, les pratiques réellement éthiques et équilibrées restent marginales et dépendent largement des choix institutionnels des organisations internationales.

*Structuration des partenariats selon le type d'acteur*





## DB. Engagement dans le cycle du projet

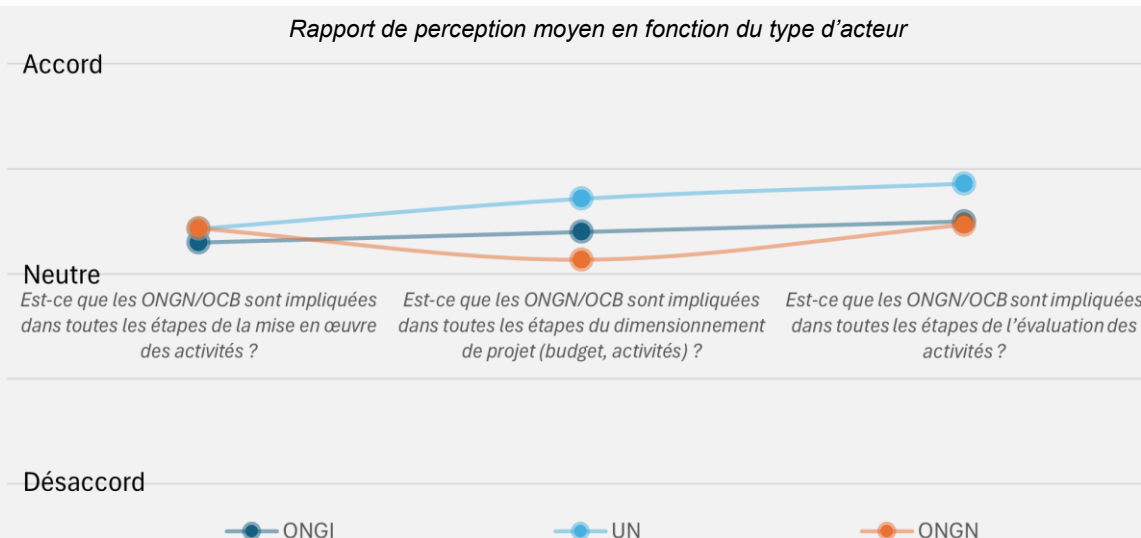
**Définition :** Les partenariats précisent les implications et responsabilités dans le cycle de projet.

La participation des ONGN/L à l'ensemble du cycle de projet est effective mais demeure partielle avec une implication qui se concentre majoritairement sur la phase de mise en œuvre, avec peu d'espace pour contribuer à la conception, à la planification stratégique ou à l'évaluation (seulement 10% des partenariats permettent aux partenaires ONGN/L de s'impliquer au-delà de leurs activités). Les projets arrivent souvent préconçus, définis en amont par les ONGI ou les bailleurs, ce qui laisse très peu de marge pour les adapter aux contextes locaux. Cette situation limite la reconnaissance du savoir-faire et de la connaissance du terrain des acteurs nationaux, essentiels pour assurer la pertinence et la durabilité des interventions.

Les pratiques observées montrent également une segmentation des partenariats, les ONGI choisissant leurs partenaires en fonction d'activités spécifiques ou de localisations précises, enfermant les ONGN/L dans logiques thématiques ou géographiques même si les témoignages tendent à parler d'approches révolues : « Nous avons tendance à isoler les partenaires dans un silo pour mise en œuvre des activités spécifiques », « Si ce n'était l'enjeu d'accès, les ONGN/L n'auraient aucun appui, ils restent des acteurs de mise en œuvre, [...], à cause de l'accès au terrain ».

Cette spécialisation contrainte empêche la construction de dynamiques d'apprentissage ou d'alliances élargies. Les partenariats demeurent souvent limités à la durée du projet et dépendants des cycles de financement. En cas de retrait d'un bailleur ou d'une ONGI, les partenaires nationaux se retrouvent sans relais ni continuité.

Certaines organisations cherchent néanmoins à renforcer l'engagement des partenaires à travers des dispositifs plus inclusifs. Une ONGI rencontrée accompagne un partenaire national sur plusieurs domaines, notamment la gouvernance, avec une vision pluriannuelle. Des initiatives locales, comme la retraite 2025 du Groupe de travail humanitaire (GTH) de l'OIREN intégrant les enjeux de la localisation, visent à repositionner les ONGI sur une logique de partenariat et non de prestation. Ces démarches restent toutefois isolées face à la prédominance de la gestion du risque financier et au manque de flexibilité budgétaire qui freinent la participation pleine et entière des ONGN/L au cycle du projet.



## DC. Approche stratégique

**Définition : Des partenariats stratégiques à plus long terme visant à mettre en place des systèmes et des processus qui reflètent l'ambition et les objectifs du partenaire local/national.**

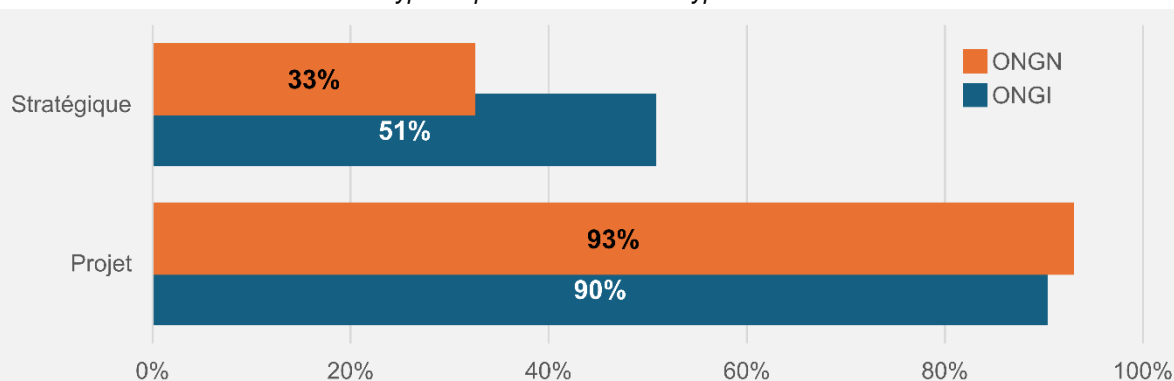
Alors que les partenariats sont identifiés comme stratégiques dans 30% des cas pour les ONGN/L et 50% pour les ONGI et que les témoignages pointent une diversification du type de partenariat, les approches stratégiques restent très hétérogènes vis-à-vis de l'enjeu de localisation de l'aide. ONGI et agences des Nations unies affirment considérer tous leurs partenaires — techniques, financiers, institutionnels — comme stratégiques, mais cette reconnaissance se traduit rarement dans la pratique et les partenariats restent souvent instrumentaux, orientés vers la mise en œuvre des projets plutôt que vers un renforcement mutuel ou une vision commune à long terme, « nous avons encore du chemin à faire ». A titre d'exemple, si les démarches de renforcement des capacités intégrées dans les partenariats visent en grande majorité le transfert des responsabilités vers les ONGN/L, (96% des partenariats), ils ne sont estimés comme étant axés sur les besoins des partenaires ONGN/L que dans 55% des cas et ne sont définis avec les partenaires ONGN/L que dans 52% des cas. Au niveau des organisations internationales, le questionnement de fond revient à la redéfinition éventuelle de « notre rôle sur la mobilisation des ressources, en le spécialisant » avec deux limites vues comme indépassable à ce stade : la responsabilité du risque financier et l'impact attendu, qui tendent à orienter fortement les relations entre acteurs.

Les ONGN/L, de leur côté, expriment le besoin de diversifier leurs partenariats pour éviter la dépendance à un seul bailleur ou à un seul secteur. La logique multisectorielle et multi bailleurs est perçue comme essentielle pour préserver leur autonomie et aligner les collaborations sur leurs propres priorités institutionnelles. « Les ONGN/L vont mettre en œuvre beaucoup de stratégies différentes pour accéder à des financements là où les ONGI ont leur stratégie de financement qui sont beaucoup plus fléchées donc pas besoin de varier les partenariats ».

Certaines initiatives nationales cherchent à repositionner l'Etat et les acteurs locaux au centre du dispositif, en valorisant leur valeur ajoutée dans la coordination et la réponse humanitaire. La « réinitialisation humanitaire » portée par OCHA pourrait à ce titre permettre le transfert progressif des responsabilités de coordination aux acteurs nationaux, notamment à travers les structures de coordination locales.

Plusieurs acteurs, dont les structures de coordination comme l'OIREN ou la SONAH, identifient enfin un enjeu de plaidoyer collectif pour redéfinir le rôle des ONGN/L dans l'écosystème humanitaire, en lien avec les engagements du Grand Bargain. La consolidation d'une approche stratégique commune reste donc un objectif à atteindre, nécessitant un changement structurel dans la manière dont les partenariats sont conçus, contractualisés et évalués.

Type de partenariat selon le type d'acteur



## E. Participation

Comme rappelé dans les limites de l'étude, les résultats doivent être interprétés avec prudence, car les communautés n'ont pas été directement consultées : les données reposent sur les déclarations des ONGN/L, ONGI, agences onusiennes et bailleurs. La participation communautaire progresse au Niger mais reste inégale et fortement encadrée par les acteurs traditionnels. Si les communautés interviennent dans la mise en œuvre, la planification et parfois la coordination, leur rôle demeure surtout consultatif. La participation répond davantage à des exigences procédurales qu'à une réelle redistribution du pouvoir. Les communautés sont informées et éventuellement valident plus qu'elles ne définissent.

Cette limite se décline à tous les niveaux. Les consultations sont systématiques mais rarement transformatrices : elles influencent peu la conception des projets, et les retours communautaires modifient marginalement les priorités. Le décalage entre participation déclarée et influence réelle traduit un effet de surface, accentué par la rigidité des financements et la brièveté des cycles. Les communautés restent perçues comme bénéficiaires plutôt que partenaires, et les structures locales demeurent largement exclues des financements en raison de contraintes administratives ou de gestion du risque.

Sur le plan normatif, la participation reste embryonnaire. Les cadres d'intervention conservent une logique descendante et intègrent peu les approches locales, malgré l'existence d'outils adaptés. La standardisation internationale tend à uniformiser les pratiques, au détriment des dynamiques sociales et coutumières. Quelques initiatives liées au nexus ou aux dialogues décentralisés ouvrent des espaces plus inclusifs, mais ces avancées restent fragiles et dépendantes de la volonté des acteurs étatiques et techniques.

Les modalités de coordination illustrent également ces tensions. L'intégration progressive des consultations communautaires et l'approche « area-based » marquent une évolution vers une gouvernance plus territorialisée, permettant un meilleur alignement sur les besoins locaux. Toutefois, ces démarches suscitent des résistances liées à la crainte d'une perte de contrôle tandis que la capacité des autorités locales et OSC à assumer ces responsabilités est vue comme encore limitée.

La participation communautaire se situe ainsi dans une phase de transition : le système glisse d'un modèle centré sur la prestation d'aide vers une approche plus inclusive, fondée sur la consultation et, encore timidement, la co-construction. Pour rendre cette évolution durable, il faudra dépasser une logique de conformité et reconnaître les communautés comme des acteurs politiques à part entière, capables d'influencer la gouvernance humanitaire.

Recommandations clés :

- ⇒ Mettre en place un mécanisme formel de participation des communautés aux instances de planification et de suivi humanitaire, assorti de quotas de représentation et d'un appui logistique pour la participation effective.
- ⇒ Revoir les approches existantes d'implication des communautés pour rendre celles-ci propriétaires des projets développés.

Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Dans l'action, programmation, évaluation	Les communautés participent à façonner la programmation, y compris d'évaluer le travail des ONG (internationales, nationales et locales)	Moyen
Dans l'élaboration des normes et politiques	Les communautés participent à l'élaboration de normes communautaires/ contextualisées pour tous les acteurs travaillant dans ce contexte.	Très faible
Dans la coordination	Les communautés sont motrices de la coordination de l'aide.	Faible

## EA. Dans l'action, programmation, évaluation

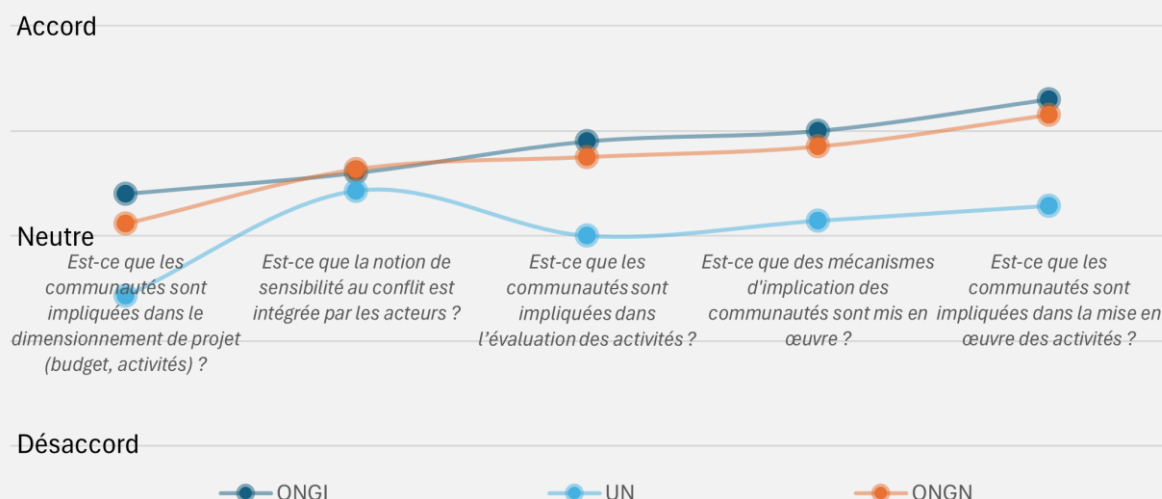
**Définition : Les communautés participent à façonner la programmation, y compris d'évaluer le travail des ONGI.**

Si le niveau d'implication des communautés dans la réponse humanitaire est effectif, il va dépendre en partie des contextes d'intervention : entre urgence – où la participation communautaire reste limitée à l'exécution d'activités prédéfinies, comme la distribution de kits ou la réalisation d'infrastructures – et contextes plus stables, qui intègrent davantage les structures locales. Plusieurs acteurs soulignent que cette participation reste inégale et souvent formelle.

Le différentiel entre les niveaux d'implication déclarés d'un côté (implication dans le dimensionnement : 97%, dans la mise en œuvre : 100%, dans l'évaluation : 100%) et la perception de l'intégration de l'avis des populations de l'autre, confirme un effet « cases à cocher » où la participation est davantage une exigence procédurale qu'un réel transfert de pouvoir décisionnel. Les dispositifs participatifs mis en place peinent à influencer la conception ou l'adaptation des projets, surtout dans des environnements humanitaires instables où les procédures de financement limitent la flexibilité. Les communautés sont rarement considérées comme des partenaires éligibles au sens des bailleurs, en raison de critères de conformité, de gestion du risque et de qualité entraînant de fait l'exclusion d'une grande partie des structures communautaires même si celles-ci sont considérées bénéficiaires de renforcement des compétences dans la moitié des projets développés. Selon une personne interrogée, c'est « le Grand Bargain, en définissant une valeur de transfert financier chiffrée, [qui] a participé à la mise hors champ d'un grand nombre d'organisations qui ne sont pas éligibles ».

Malgré ces limites, certaines expériences montrent des avancées concrètes. Les initiatives de consultation communautaire, pilotées notamment dans le cadre du cycle de planification humanitaire, ont intégré des focus groups. Ces consultations ont permis de recueillir directement les priorités des populations avant la définition des plans d'action. Cette approche a permis dans certains cas un dialogue plus équilibré, les communautés pouvant refuser certains projets jugés non prioritaires. Ces démarches témoignent d'un apprentissage collectif, bien que leur portée reste encore limitée par le poids des procédures et la rapidité des cycles d'intervention humanitaire. Par ailleurs elles restent dépendantes des pratiques organisationnelles de chaque structure et donc de « quel est l'acteur intermédiaire ».

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*



## EB. Dans l'élaboration des normes et politiques

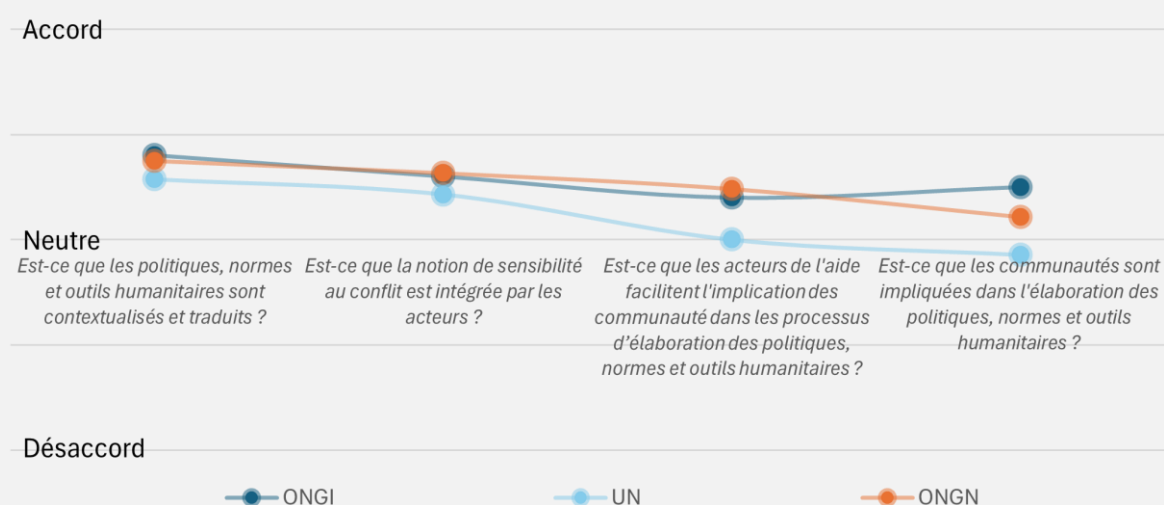
**Définition :** Les communautés participent à l'élaboration de normes communautaires/contextualisées pour tous les acteurs travaillant dans ce contexte.

Aucun des documents collectés pour cette étude n'a permis l'identification d'une participation communautaire dans sa démarche de rédaction. La participation communautaire à l'élaboration des politiques et des cadres normatifs demeure faible voire inexistante. Les décisions stratégiques sont majoritairement prises au niveau national ou international, avec une faible intégration des retours issus du terrain. Les mécanismes existants privilégient des cadres formalisés — comités, chartes, ou processus consultatifs — qui ne correspondent pas toujours aux réalités locales. Plusieurs acteurs soulignent que les approches imposées, telles que la création systématique de comités de gestion pour chaque infrastructure construite, ne reflètent pas les structures sociales existantes et peuvent générer des tensions internes.

L'absence d'espace formel pour la contribution des communautés à la définition des priorités nationales ou sectorielles est un frein majeur. Les bailleurs et agences internationales orientent encore la formulation des politiques selon leurs propres cadres de redevabilité, laissant peu de place à l'expression des dynamiques locales. La complexification croissante des exigences administratives et des standards humanitaires rend difficile la participation directe des structures communautaires dans les processus de définition de normes. Cette inaccessibilité institutionnelle est identifiée comme l'une des causes structurelles de la faible appropriation des politiques publiques par les populations.

Certaines démarches, articulées autour des services étatiques, visent à combler ce fossé. La mise en œuvre du nexus humanitaire-développement au Niger a permis d'introduire des espaces de dialogue entre communautés, autorités locales et partenaires techniques, facilitant la remontée d'informations vers les instances nationales. La participation communautaire dans ces cadres reste encore limitée à la consultation, mais elle constitue un premier pas vers une reconnaissance plus institutionnelle du rôle des communautés dans l'élaboration et la validation des normes. Les changements en cours dans la gouvernance de l'aide tant du côté de l'Etat que du « Humanitarian reset » seront clés pour favoriser ces aspects.

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*



## EC. Dans la coordination

**Définition : Les communautés sont motrices de la coordination de l'aide.**

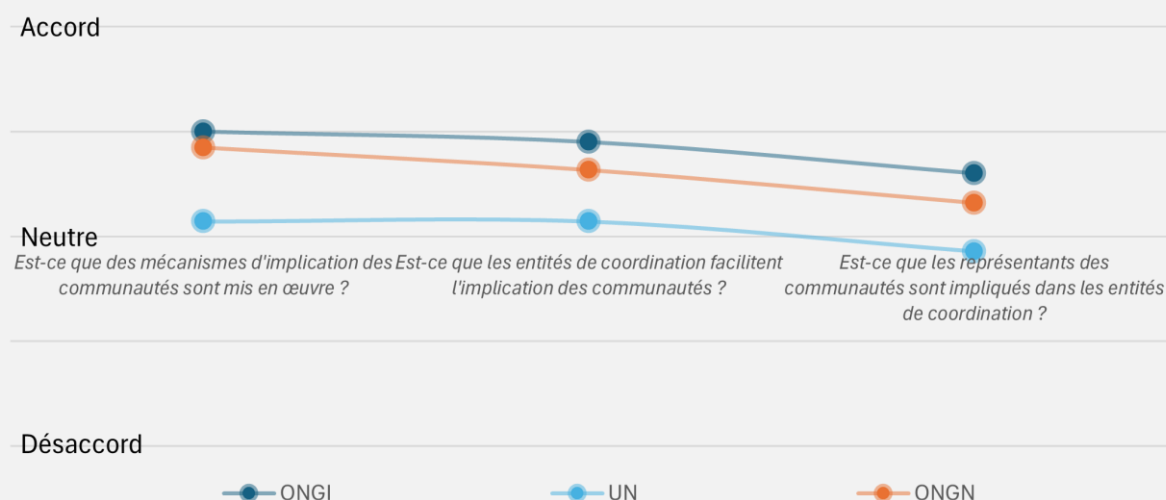
L'implication directe des communautés dans les mécanismes de coordination humanitaire demeure rare, bien que des initiatives récentes cherchent à renforcer leur rôle dans les processus de décision. Historiquement, la coordination a été dominée par les acteurs internationaux (ONGI, agences des Nations unies, bailleurs), avec une approche fortement descendante.

Des personnes interrogées mettent en avant les consultations communautaires intégrées dans le dernier cycle de planification humanitaire qui ont introduit un « nouveau » mode opératoire<sup>2</sup> pour les acteurs humanitaires : les besoins exprimés par les populations locales ont servi de base à la planification et à la priorisation des interventions sectorielles. Ces informations, collectées via des focus groups ou des consultations locales, ont été consolidées au niveau régional avant d'être discutées au niveau national. « Le Niger est un pays pilote d'avoir mis en place les consultations communautaires ».

Au-delà du questionnement sur le caractère novateur de cette démarche, il est intéressant de noter que « cela a pu générer des tensions du côté des UN et ONGI, certains acteurs estimant que la prise en compte directe des priorités communautaires risquait de fragiliser les dynamiques de coordination existantes ». A posteriori, l'expérience a permis aux communautés d'influencer concrètement la définition des réponses, notamment lorsque leurs besoins divergeaient des priorités institutionnelles.

En lien avec la "réinitialisation humanitaire" les pratiques de « area-based coordination » en cours de déploiement par OCHA visent à transférer progressivement la responsabilité de la coordination à des acteurs locaux, avec un appui technique des structures internationales. Cette approche visant la responsabilisation et de recentrage de la coordination au niveau communautaire et communal pourrait améliorer la considération et l'implication des communautés dans la gouvernance de l'aide. Elle devra néanmoins être questionnée de sorte à ne pas nuire en questionnant la capacité des autorités locales et OSC à assumer un rôle plus central dans la coordination opérationnelle et en évitant « la destruction de systèmes locaux ».

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*



<sup>2</sup> Voir les travaux du LASDEL sur la gouvernance de l'aide : <https://lasdel.net/>



## F. Politique, influence et plaidoyer

Les dynamiques autour des normes, de la visibilité et du plaidoyer des ONGN/L traduisent un décalage profond entre reconnaissance formelle et influence réelle dans le système humanitaire. Si les acteurs nationaux sont de plus en plus présents dans les espaces de concertation, leur participation reste limitée, souvent symbolique, et rarement structurée autour d'une stratégie collective. Les processus de définition des politiques et normes humanitaires demeurent largement contrôlés par les acteurs internationaux, notamment les agences des Nations unies et les ONGI, qui concentrent les ressources, les outils et la légitimité institutionnelle. Les initiatives de co-lead dans certains clusters ou l'ouverture d'espaces tels que le IASC marquent des avancées, mais sans traduction concrète en termes de pouvoir décisionnel ou de leadership local effectif.

La visibilité publique des ONGN/L, pourtant essentielle à la reconnaissance de leur rôle, reste marginale et entravée par plusieurs facteurs : manque de moyens, absence de stratégie de communication, méfiance politique, autocensure et crainte de représailles. La communication est perçue comme une source de risque plus que comme un levier d'influence. Ainsi, les outils internationaux de diffusion, comme Reliefweb, demeurent quasi exclusivement occupés par les acteurs internationaux, illustrant la difficulté des structures locales à exister dans les circuits officiels de communication humanitaire. Ce déficit de visibilité fragilise leur légitimité auprès des bailleurs et limite leur capacité à peser dans la production de normes et le plaidoyer.

Le plaidoyer des ONGN/L, bien que réel et en expansion, s'exerce dans des formes discrètes et prudentes. Souvent indirect, il passe par des alliances, des réseaux informels ou des relais internationaux, témoignant d'une capacité d'adaptation face à un environnement contraint. Les stratégies de plaidoyer sont rarement institutionnalisées, freinées par le manque d'accès à l'information, la faible maîtrise des outils numériques et la peur du risque politique. Pourtant, des dynamiques émergent : la structuration progressive de collectifs comme l'OIREN ou la SONAH, le développement d'alliances nationales et les efforts d'articulation entre acteurs locaux indiquent une évolution vers une approche plus concertée et collective du plaidoyer.

Ces trois aspects sont étroitement liés et s'auto-renforcent dans leurs limites comme dans leurs opportunités. Sans reconnaissance politique ni appui institutionnel, les ONGN/L peinent à influencer les cadres normatifs ; sans visibilité publique, leur crédibilité auprès des décideurs reste faible ; sans espace de plaidoyer sécurisé, leur capacité à porter leurs priorités demeure réduite. Inverser cette dynamique suppose d'investir dans la communication comme levier de légitimation, de renforcer les réseaux nationaux pour mutualiser les efforts de plaidoyer et de créer des cadres participatifs réels où les acteurs locaux ne soient pas seulement invités, mais écoutés et décisionnaires. Une telle approche permettrait d'ancrer la localisation dans les pratiques opérationnelles, ainsi que dans la gouvernance et la parole publique humanitaire.

Recommandations clés :

- ⇒ Etablir une plateforme conjointe de plaidoyer nationale pilotée par les forums avec un appui technique des ONGI et des Nations unies, afin d'harmoniser les messages et d'accroître l'impact auprès des autorités et des bailleurs.

Enjeu	Définition	Niveau d'avancement
Normes et politiques	Les normes et politiques qui définissent les cadres d'intervention humanitaire sont définies avec les ONGN/L.	Très faible
Visibilité et communication	Les ONGN/L sont visibles et reconnues comme acteur des exercices de communication concernant l'aide.	Faible
Plaidoyer	Les ONGN/L développent des stratégies d'influence et de plaidoyer à toutes les échelles	Très faible

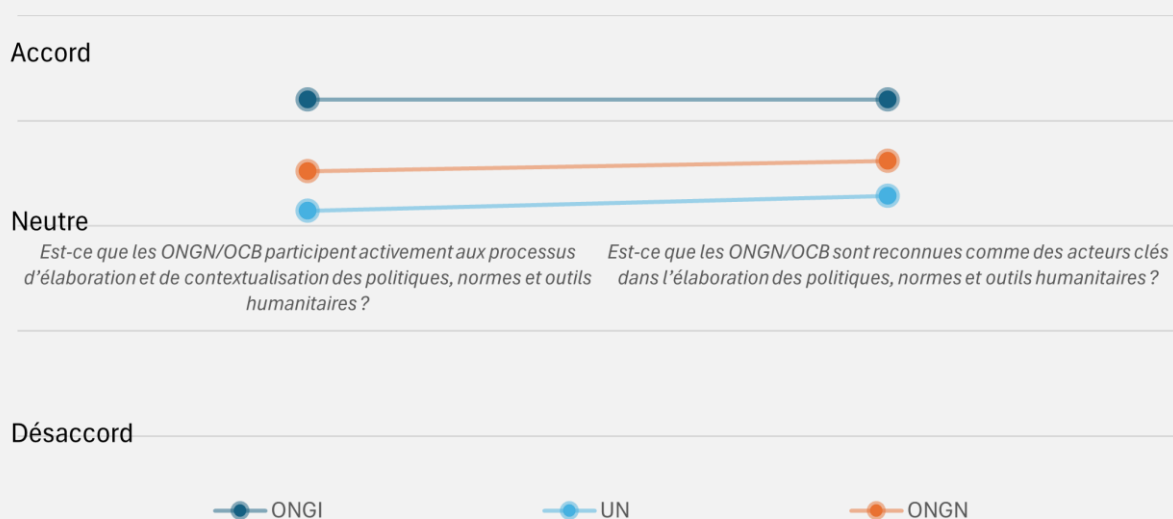
## FA. Normes et politiques

**Définition :** Les normes et politiques qui définissent les cadres d'intervention humanitaire sont définies avec les ONGN/L.

L'implication des ONGN/L dans la production de normes ou politiques reste limitée et fortement dépendante de la structuration du système des Nations unies (si l'on considère celle-ci comme le lieu privilégié de production de normes et politiques) et de la disponibilité des ressources. Certains clusters ont intégré des co-leads nationaux, mais sans stratégie claire ni systématique pour assurer leur leadership effectif. La situation demeure ainsi très hétérogène : les structures étatiques participent souvent de manière symbolique, tandis que les ONGN/L, faute de moyens, peinent à influencer le contenu des politiques même si elles ont dorénavant accès à des entités auparavant fermées (EHP, IASC). Les discussions sur la localisation et les partenariats équitables progressent lentement, freinées par une logique de compétition et une répartition inégale des responsabilités entre acteurs internationaux, nationaux et gouvernementaux.

Par ailleurs, la volonté politique de l'Etat d'affirmer son rôle humanitaire s'accompagne d'une méfiance envers les ONGN/L, perçues à travers un prisme politique, ce qui freine la reconnaissance de leur contribution. Malgré des progrès isolés, le cadre général reste marqué par un décalage entre la reconnaissance de principe du leadership local et son opérationnalisation réelle notamment dans les processus de production de normes et politiques.

*Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur*





## FB. Visibilité et communication

**Définition : Les ONGN/L sont visibles et reconnues comme acteurs des exercices de communication concernant l'aide.**

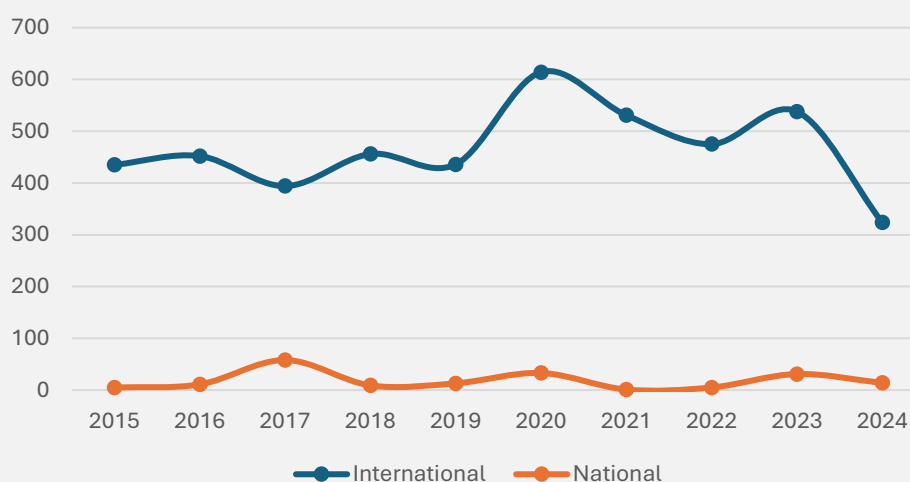
La communication et la visibilité demeurent un point faible pour les ONGN/L. La majorité d'entre elles disposent de sites ou de comptes sur les réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, etc.), utilisés principalement pour informer « sur ce qui est fait, sur ce que nous voulons faire » et permettre à l'organisation « d'exister virtuellement » mais sans stratégie structurée de communication institutionnelle.

Le manque de ressources humaines et financières dédiées, l'absence de formation adaptée et la crainte d'une mauvaise interprétation politique limitent leur exposition publique. Certaines ONGI appuient leurs partenaires pour valoriser leur visibilité dans les actions conjointes 'simples' (logos sur supports, présence lors de rencontres bailleurs), mais ces initiatives restent ponctuelles. L'Etat est perçu comme un acteur très attentif aux prises de parole publiques des ONG, « il y a de la méfiance de manière générale », « il y a une forme de réticence à attirer l'attention » ce qui entretient une forme d'autocensure, notamment pour les ONGN/L.

Parallèlement, la méconnaissance des engagements du Grand Bargain et l'absence de mécanismes internes de suivi de ces engagements freinent l'émergence d'une culture de communication proactive et assumée. La visibilité devient ainsi une dimension stratégique négligée, perçue davantage comme un risque que comme un levier d'influence.

Ce constat peut se visualiser au travers des publications réalisées sur la plateforme Reliefweb pour lesquelles les publications par un acteur national ne représentent que 4% des publications totales en 2024 dont 100% sont le fait d'une structure étatique. Outil international méconnu des structures ONGN/L et difficile d'accès pour en devenir acteur, cette plateforme représente bien les enjeux de communication actuels autour de la réponse humanitaire au Niger, « ce sont toujours les acteurs internationaux qui publient malgré le travail fait par les acteurs locaux », « les premiers clients sont les ONGI et les UN, tous les outils sont pensés pour cela ».

Nombre de production annuelle sur Reliefweb selon le type d'acteur



## FC. Plaidoyer

**Définition :** Les ONGN/L développent des stratégies d'influence et de plaidoyer à toutes les échelles.

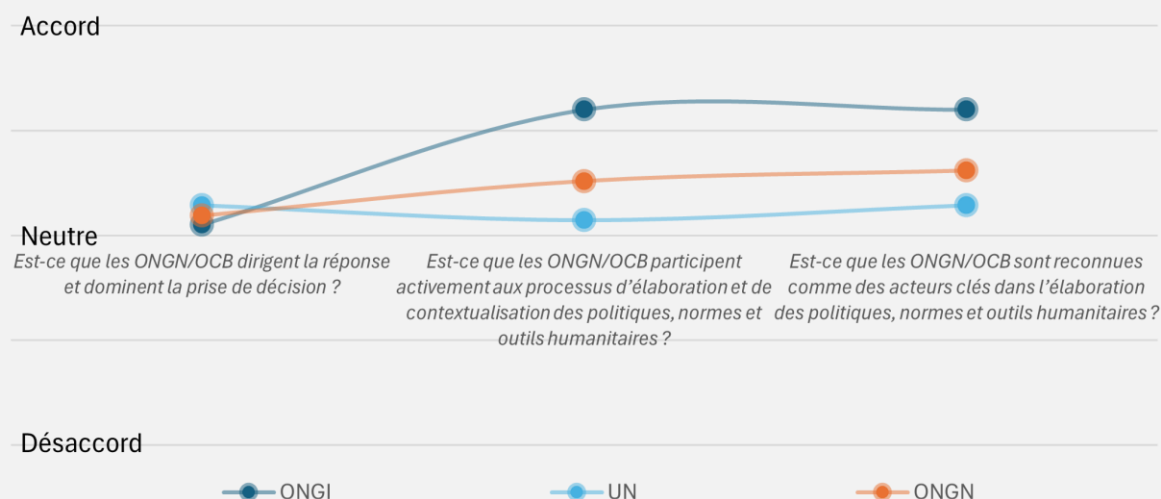
Le plaidoyer des ONGN/L est réel mais peu institutionnalisé (les  $\frac{3}{4}$  des ONGN/L répondantes déclarent avoir réalisé des actions de plaidoyer sur l'année passée). Il prend souvent la forme d'actions discrètes ou indirectes, menées à travers des réseaux, des réunions informelles ou via des partenaires internationaux qui servent de relais pour réduire les risques d'exposition. « Le plaidoyer peut prendre des chemins très détournés pour arriver jusqu'à leur cible ».

Les publications officielles, notamment sur des plateformes internationales comme Reliefweb, restent largement hors de leur portée, soit pour des raisons techniques, soit parce que ces outils ne sont pas conçus pour les acteurs locaux.

Les ONGN/L privilégient donc des formes de plaidoyer plus adaptées à leurs contextes, par exemple via des lettres de partenariat, des démarches de terrain ou des alliances locales. La question de la protection des acteurs et la gestion du risque politique conditionnent fortement les stratégies adoptées. Certaines ONGI externalisent aussi leurs travaux de plaidoyer pour éviter de compromettre leurs partenaires ou ne les impliquent simplement pas (31% des actions de plaidoyer menées par les ONGI sur l'année passée n'impliquent pas d'ONGN/L).

Les capacités existent, mais leur potentiel est limité par le manque d'accès à l'information, la faible maîtrise des outils numériques et la difficulté à inscrire les initiatives locales dans une dynamique nationale ou régionale cohérente. La consolidation de réseaux comme l'OIREN ou la SONAH ainsi que leur collaboration illustrent néanmoins une évolution vers une structuration plus collective du plaidoyer national.

Rapport de perception moyen en fonction du type d'acteur



# Recommandations par acteur

## Aux Bailleurs

1. Définir une proportion de financements directs aux ONGN/L et structures collectives nationales en cohérence avec les engagements Grand Bargain et les recommandations du humanitarian reset.
2. Conditionner une partie du financement des intermédiaires à l'inclusion des partenaires locaux, à la co-construction des projets et au financement des coûts supports.
3. Pousser pour des mécanismes de gestion des risques partagé, incluant un taux de risque financier acceptable.
4. Financer les plateformes de coordination comme la SONAH.

## Au leadership humanitaire

5. Institutionnaliser la participation des ONGN/L dans les mécanismes de coordination et de planification.
6. Promouvoir la simplification et sécurisation de l'accès aux financements pour les partenaires nationaux.
7. Appuyer la plateforme de coordination inter ONGN/L dans ses démarches de coordination des acteurs nationaux.

## Aux agences des Nations unies

8. Promouvoir systématiquement la visibilité des acteurs locaux partenaires en leur donnant accès à de la visibilité et en intégrant du renforcement de compétences spécifiques dans les partenariats.

## Aux ONGI

9. Systématiser le co-apprentissage et la co-construction avec les acteurs locaux.
10. Adopter des pratiques clés de la charte de partenariat et de financement équitable.
11. Faire du plaidoyer pour soutenir la structuration et la visibilité des ONGN/L dans les instances nationales et internationales.
12. Promouvoir systématiquement la visibilité des acteurs locaux partenaires en leur donnant accès à de la visibilité et en intégrant du renforcement de compétences spécifiques dans les partenariats.

## Au forum ONGI

13. Co-définir avec le forum ONGN/L une charte de partenariat et de financement équitable.
14. Coordonner et harmoniser les approches localisation et les pratiques de soutien aux ONGN/L qui en découlent.
15. Promouvoir la visibilité et le plaidoyer collectif des acteurs locaux par des actions de plaidoyer conjointes.
16. Faciliter le partage d'expériences et d'information sur les partenariats entre membres ONGI.

### Au Forum ONGN

17. Co-définir avec le forum ONGI une charte de partenariat et de financement équitable.
18. Renforcer le travail d'appui à la coordination inter ONGN/L en systématisant des cadres de coordination thématiques.
19. Développer un système d'apprentissage mutualisé pour accroître l'efficacité ;
20. Structurer les actions de plaidoyer et de communication des ONGN/L pour en accroître l'impact.
21. Coordonner la participation dans les instances de coordination décisionnelles et de planification.
22. Mutualiser les initiatives de communication pour accroître la visibilité.
23. Formaliser des mécanismes de plaidoyer collectif et de partenariats équilibrés.

### Aux ONGN/L

24. Développer une stratégie intégrée de renforcement institutionnel et de gouvernance interne.

### A l'État

25. Instaurer un cadre de coordination / dialogue régulier avec l'ensemble des acteurs en facilitant l'implication des ONGN/L.
26. Faciliter l'intégration des acteurs locaux dans la planification et le suivi humanitaire.
27. Reconnaître juridiquement les coalitions et forums d'ONG pour asseoir leur légitimité.

# Annexes

Annexe 1 : Méthodologie du baromètre de la localisation

Annexe 2 : Liste des dimensions, enjeux, questions, variables

## Annexe 1

### Méthodologie du baromètre de la localisation

# Baromètre de la localisation

## Des engagements sous pression ?

Un projet porté par les fora d'ONG nationales et locales,  
avec le soutien d'ICVA

*Afrique de l'Ouest et Centrale – Exercice 2024*



# Document méthodologique

## Table des matières

1	Démarche.....	2
2	Structuration de l'analyse.....	2
3	Focus.....	4
4	Pilotage et responsabilités .....	5
5	Processus global .....	6
6	Résultats et attentes .....	7

# 1 Démarche

La localisation est devenue un thème incontournable de l'aide humanitaire ces dernières années. En Afrique de l'Ouest, plusieurs initiatives ont été entreprises pour accélérer la place et le rôle des ONG nationales dans les réponses humanitaires et ce, en parallèle du développement de différentes approches méthodologiques d'évaluation.

S'appuyant sur une initiative mise en œuvre au Burkina Faso par le SPONG, ICVA a développé une méthodologie régionale permettant d'évaluer quantitativement et qualitativement le degré de localisation des réponses humanitaires, de suivre leur évolution dans le temps, et d'identifier les succès et les défis dans chacun des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre couverts par le programme. Les objectifs de cette méthodologie visent à (i) établir un cadre de mesure quantitative des progrès de la localisation au niveau régional AOC, (ii) développer les capacités de plaidoyer aux niveaux national et régional et (iii) mettre en place un système d'échange de bonnes pratiques et d'enseignements.

La méthodologie développée s'inspire de méthodologies existantes et en adapte les composantes afin de dessiner une approche qui soit : 1) contextualisable, 2) comparable et 3) durable.

Dans chaque pays, le forum des ONG national pilote le processus, avec l'appui de consultants techniques pays et du niveau régional (ICVA puis FONGA). Une démarche de définition de l'agenda localisation est développée par les partenaires des forums ONGN/L, permettant d'identifier des variables de suivi de sa mise en œuvre. Le niveau régional sera le principal responsable de l'aspect régional et comparable de l'étude et de l'adéquation entre la méthodologie de collecte et les résultats obtenus.

Huit pays sont concernés par la démarche pour l'exercice 2024 : Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Mali, Niger, Nigéria, Tchad, RD Congo.

L'approche a été initiée et mise en œuvre par ICVA au niveau régional. Le relais de l'appui régional a ensuite été repris et assuré par le Forum des ONG d'Afrique de l'Ouest et Centrale (FONGA).

## 2 Structuration de l'analyse

### 2.1 Approche en cascade

Le suivi du niveau de mise en œuvre de l'agenda localisation s'articule autour de trois niveaux en cascades facilitant l'identification de questions auxquelles ce suivi doit pouvoir répondre :

1. Les **dimensions** de la localisation : soit les grands thèmes de travail qui font consensus pour cet agenda.
2. Pour chacune de celles-ci, leurs **enjeux** : soit les problématiques spécifiques que l'on tire.
3. Et enfin, pour chaque enjeu, des **questions d'intérêt** autour de celui-ci afin de caractériser un niveau d'atteinte, ou non, d'une situation satisfaisante.

*Exemple 1* concernant le **financement** et l'enjeu pour les ONGN/L d'y avoir **accès**, une question d'intérêt sera de savoir dans quelle mesure celles-ci y accèdent **directement** ?

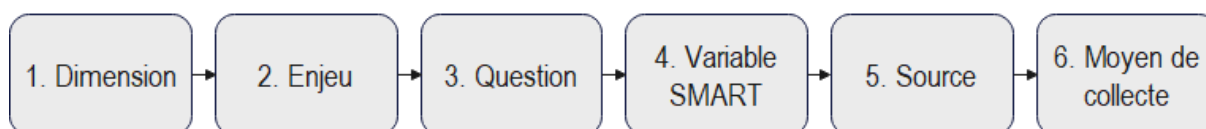
*Exemple 2* concernant les **partenariats** et l'enjeu que ceux-ci soient aussi sur le **temps long**, une question d'intérêt sera de savoir dans quelle mesure ceux-ci sont définis pour des durées qui vont **au-delà des projets** ?



La liste des entrées pour chacun de ses trois niveaux provient des méthodologies existantes proposées par les organisations suivantes : HAG, NEAR, START, IASC.

Pour chacune des questions d'intérêt, une ou plusieurs variables SMART sont définies et associées à une ou des sources spécifiques et un ou plusieurs moyens de collecte :

3. Question d'intérêt ;
4. Variable SMART ;
5. Source ;
6. Moyen de collecte.



- > Les dimensions et enjeux sont fixés par principe sur base des méthodologies existantes.
- > Les questions d'intérêt et variables sont définies par les ateliers nationaux afin de correspondre spécifiquement au contexte.
- > Les sources et moyens de collecte sont proposés par les techniciens en charge de l'étude de suivi tant au niveau pays que régional.

La liste présentée en Annexe 1 est dressée pour faciliter le choix, pour chaque pays, des questions d'intérêt pertinentes à prendre en considération.

Afin de rendre l'exercice comparable dans le temps ainsi qu'entre pays, chaque enjeu sera noté de manière indépendante sur son niveau d'avancement et sur une échelle de cinq valeurs allant de « très faible » à « très fort ».

Par exemple, quatre questions sont proposées par défaut pour répondre à l'enjeu d'accès aux financements. Chaque atelier national a pour responsabilité de définir si l'ensemble de ces questions est à considérer ou non, les modifier et ajuster selon leur pertinence vis-à-vis du contexte.

Dans le même temps, chaque atelier aura pour objectif de lister les parties prenantes à intégrer dans le processus ainsi que lister les entités de coordination existantes, qu'elles soient ou non intégrées au système des Nations unies.

## 2.2 Collecte de données

Une fois les questions d'intérêt définies, la collecte de données sera structurée autour de trois phases :

1. Phase de collecte, au travers de formulaires permettant :
  - a. De collecter des informations spécifiques sur les financements, les partenariats, les projets, etc. et ce, par **acteur**.
  - b. De collecter des informations de ressenti sur la mise en œuvre de l'agenda auprès de **personnes** issues des parties prenantes. Ce processus permettra de disposer d'éléments de contexte liés à l'implication de différentes personnes et de leur compréhension du niveau de mise en œuvre de l'agenda.
  - c. De collecter et d'analyser différents **documents** clés, listes de présence, politiques, etc. permettant d'obtenir des données factuelles pour certaines variables d'un côté (implication des ONGN/L dans les organes de coordination par exemple) ainsi que de saisir un corpus lié à l'agenda localisation de l'autre.

2. Phase **d'analyse comparative**. La comparaison des données issues de ces trois différentes sources permettra d'émettre des hypothèses de travail qui seront approfondies au travers des entretiens.
3. Phase d'**entretiens**. Des entretiens bilatéraux, l'ensemble formant le corpus global de l'étude pays qui permettra de définir le niveau de mise en œuvre de l'agenda dans celui-ci.

### 3 Focus

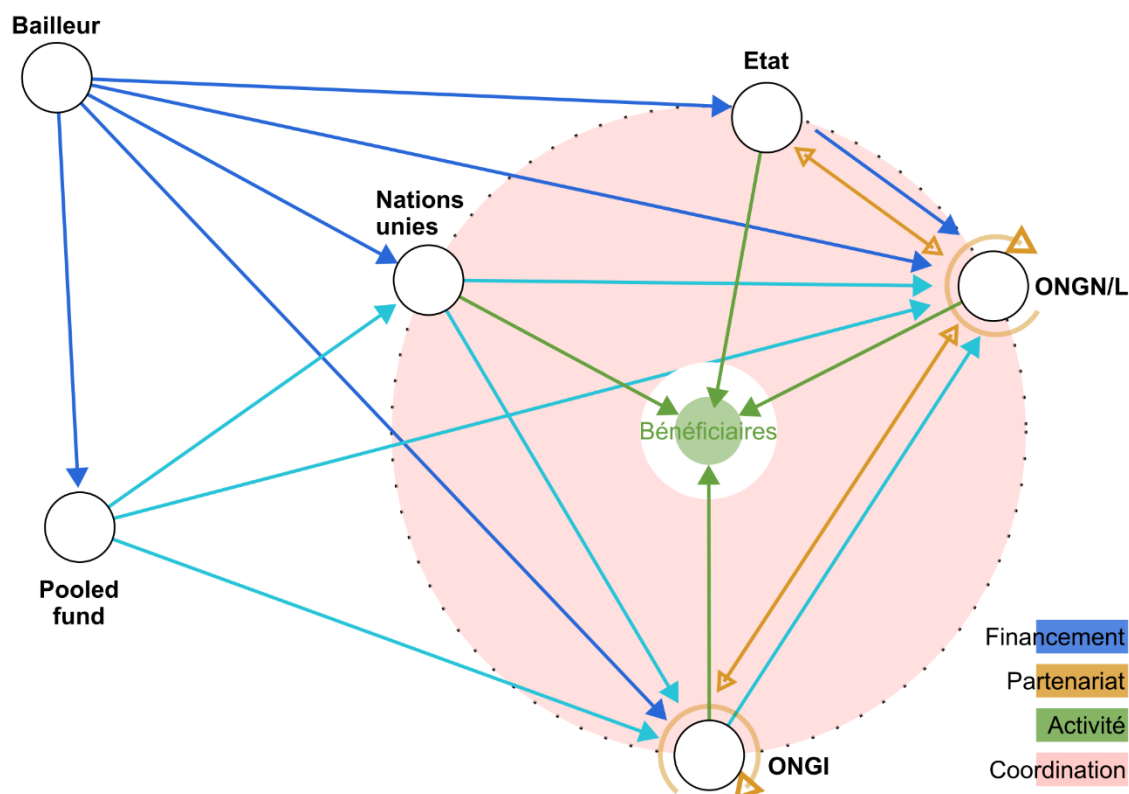
Dans la majorité des cas, les questions d'intérêt ciblent les ONGN/L et le niveau de leur considération, intégration, participation, pouvoir, etc. vis-à-vis de leur contexte d'intervention.

Sont aussi considérés les populations pour l'enjeu de participation à l'action ainsi que l'Etat pour l'enjeu de représentation dans la coordination.

Au travers de ces questionnements, ce sont 6 types d'objets qui seront questionnés et analysés :

1. Les organisations ;
2. Les personnes ;
3. Les financements ;
4. Les partenariats ;
5. Les activités ;
6. Les structures de coordination.

Le cadre analytique des parties prenantes et de leurs relations est synthétisé dans la figure suivante :



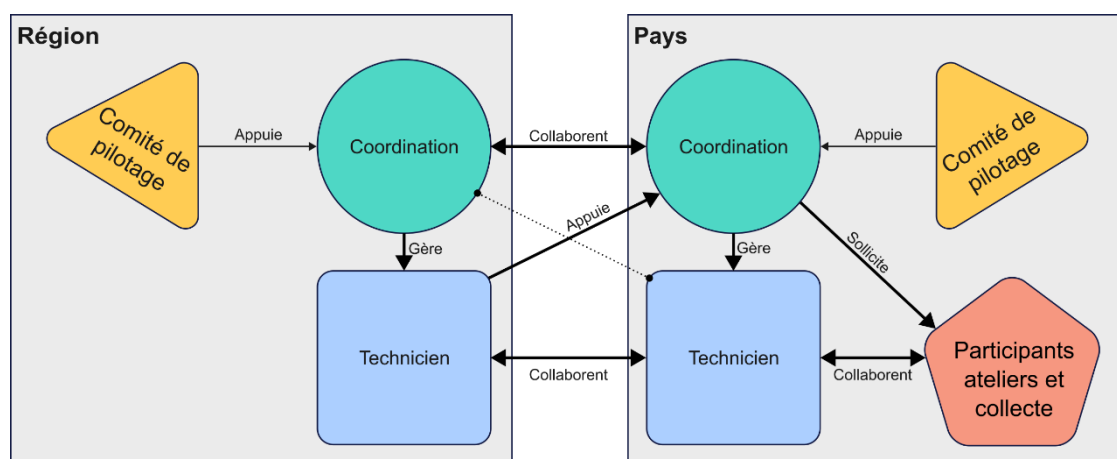
## 4 Pilotage et responsabilités

On distingue deux pôles de parties prenantes et responsabilités :

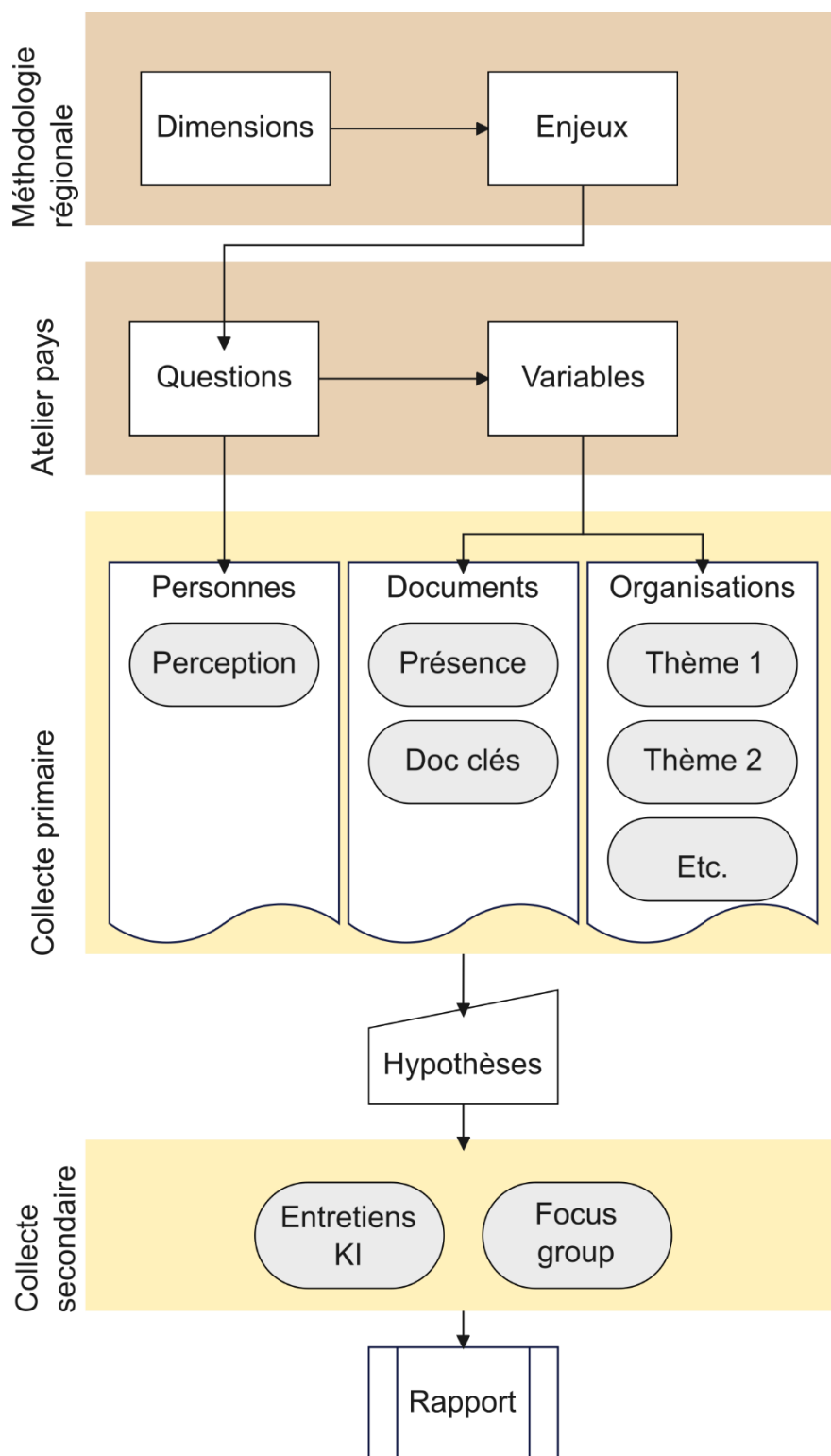
- Le processus de définition des indicateurs pertinent à suivre ainsi que le processus de collecte est mené par le niveau **pays** ;
- Le niveau **régional** a la charge d'accompagner les démarches pour faciliter leur rayonnement au-delà du pays ainsi que d'assurer que les conditions de comparaisons des résultats dans le temps et entre pays soient remplies.

Au sein de ces deux niveaux, on retrouve les mêmes trois types d'acteurs :

- Un **comité de pilotage**, rassemblant différents acteurs ONGN/L, ONGI, Bailleurs, UN ;
- Une structure de **coordination pilotage**, chargée du processus de fond, de la définition des objectifs, etc.
- Un agent **technique**, en charge de la construction des outils, de la collecte des informations et données, de leur traitement et analyse.
- L'ensemble des **organisations et personnes** participantes aux ateliers et au processus de collecte de données, dont on attend une implication forte.

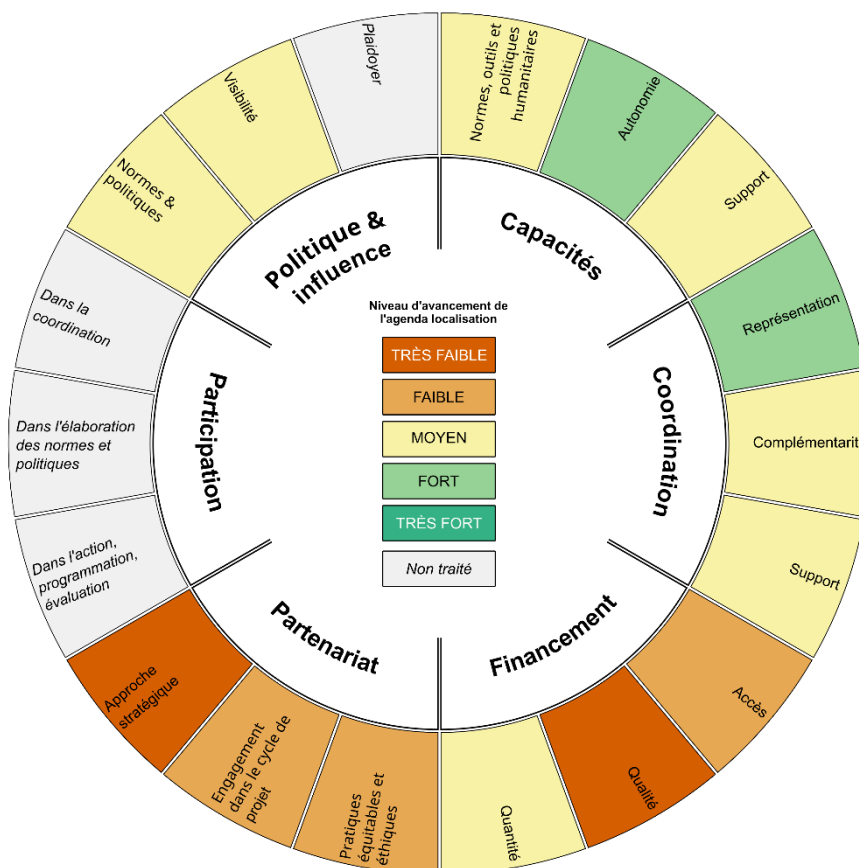


## 5 Processus global



## 6 Résultats et attentes

De manière synthétique, l'objectif est d'obtenir une analyse ainsi qu'un niveau de mise en œuvre estimé pour chacun des enjeux identifiés par dimensions soit 18 valeurs. L'ensemble de ces éléments sera intégré dans un rapport de synthèse.



*Exemple de rendu final*

De manière synthétique, l'objectif est d'obtenir une analyse ainsi qu'un niveau de mise en œuvre estimé pour chacun des enjeux identifiés par dimensions soit 18 valeurs.

Ces valeurs et analyses serviront :

- (i) À définir des recommandations de travail au niveau pays pour faciliter l'amélioration de la mise en œuvre de l'agenda localisation. Ce travail pourra notamment venir enrichir la stratégie localisation au niveau pays.
- (ii) À réaliser des comparaisons à l'échelle régionale afin de faciliter l'identification de bonnes pratiques et leur échange entre pays.
- (iii) De base de travail pour la réalisation d'une série d'évaluation dans le temps permettant de disposer de tendances et ainsi faciliter l'évolution progressive de la mise en œuvre de l'agenda.

## Annexe 2

### Liste des dimensions, enjeux, questions, variables

Dimension	Enjeu	Question	Variable
Capacités	Normes, outils et politiques humanitaires	Est-ce que l'expertise nationale/ locale est mise en valeur ?	Nombre de processus de renforcement des capacités mis en œuvre par des ONGI/ ANU /ONGN/ ETAT
		Est-ce que le soutien des ONGI/OI/UN ne nuit pas aux compétences des ONGN/OCB ?	Nombre de plans d'action de localisation mis en œuvre ou en cours de mis en œuvre
		Est-ce que les ONGN/OCB intègrent les politiques, normes et outils humanitaires dans leur fonctionnement ?	Nombre d'ONGI/ ANU
			Nombre d'ONGN/ OCB ayant participé à l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires contextualisés
			Nombre d'ONGN/ OCB participants à l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires
			Nombre d'ONGN/OCB qui appliquent les politiques, normes et outils humanitaires
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires internationaux en usage
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte
		Est-ce que les ONGN/OCB participent activement aux processus d'élaboration et de contextualisation des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre d'ONGN/ OCB
			Nombre d'ONGN/ OCB ayant participé à l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires contextualisés
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires adaptées aux politiques nationales
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires en usage recensés au niveau pays
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires internationaux en usage
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des ONGN/ OCB
			Nombre d'ONGN/ OCB qui disposent de financement intégrant des frais de fonctionnement
		Est-ce que les ONGN/OCB sont reconnues comme des acteurs clés dans l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre de rencontres internationales concernant le pays au cours de la dernière année
			Nombre de rencontres internationales concernant le pays au cours de la dernière année impliquant des ONGN/ OCB
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire où les ONGN/ OCB sont représentées
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires adaptées aux politiques nationales
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires en usage recensés au niveau pays
	Autonomie	Est-ce que l'expertise nationale/ locale est mise en valeur ?	Nombre de documents publiés sur Reliefweb concernant le pays
			Nombre de documents publiés sur Reliefweb concernant le pays écrits ou co-écrits par des ONGN/ OCB
			Nombre de processus de renforcement des capacités mis en œuvre par des ONGI/ ANU/ ONGN/ ETAT ayant débouché sur un ajustement des rôles en faveur des ONGN/OCB
		Est-ce que le recrutement des ONGI/ ONU ne nuit pas au développement des ONGN/OCB ?	Niveau de salaires par type d'organisation et type de poste
			Nombre d'ONGN/ OCB dont les employés ont été approché pour un recrutement par une ONGI, ANU au cours de la dernière année
		Est-ce que les ONGN/OCB dispose d'un système de gouvernance fiable ?	Nombre d'ONGN/ OCB
			Nombre d'ONGN/ OCB disposant de documents stratégiques (manuel de procédure, politique, etc.)
		Est-ce que les ONGN/OCB disposent de systèmes de gestion financières et comptables solides ?	Nombre d'ONGN/ OCB en conformité vis-à-vis des textes de l'administration publique
			Niveau de salaires par type d'organisation et type de poste
			Nombre d'ONGN/ OCB disposant d'outils spécifique de gestion financière et comptable
			Nombre d'ONGN/ OCB disposant de procédures spécifiques concernant la gestion financière et comptable
			Nombre d'ONGN/ OCB disposant de ressources humaines spécifiques à la gestion financière
	Support	Est-ce que la mise en œuvre des partenariats est basée sur une relation équitable et éthique ?	Niveau de salaires par type d'organisation et type de poste
			Nombre d'ONGN/ OCB disposant d'un plan de renforcement des capacités de leurs équipes
			Nombre d'ONGN/ OCB disposant d'un système de gestion de la performance
		Est-ce que le soutien aux ONGN/OCB est pertinent ?	Nombre d'ONGN/ OCB mettant en œuvre des plans de carrière pour leurs RH
			Nombre d'ONGN/ OCB qui intègrent des avantages dans leur grille salariale (scolarité des enfants, assurance maladie)
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB par type (projet/ stratégique)
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
		Est-ce que le soutien des ONGI/OI/UN ne nuit pas aux compétences des ONGN/OCB ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB intégrant du renforcement des capacités
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB par type (projet/ stratégique)
		Est-ce que les ONGN/OCB sont acteurs de la définition de leurs besoins ?	Nombre de processus de renforcement des capacités mis en œuvre par des ONGI/ ANU / ONGN/ ETAT axés sur les objectifs et les besoins des ONGN/OCB
			Nombre de processus de renforcement des capacités mis en œuvre par des ONGI/ ANU/ ONGN/ ETAT ayant débouché sur un ajustement des rôles en faveur des ONGN/OCB
		Est-ce que les partenariats sont développés en intégrant les objectifs spécifiques des ONGN/OCB ?	Nombre d'ONGI/ ANU disposant de lignes directrices de recrutement intégrant les enjeux de localisation
			Nombre d'ONGN/ OCB dont les employés ont été approché pour un recrutement par une ONGI, ANU au cours de la dernière année
		Est-ce que les ONGN/OCB sont acteurs de la définition de leurs besoins ?	Montant de financements des ONGN/ OCB qui incluent des lignes budgétaires dédiées aux frais de fonctionnement, désagrégré par type
			Nombre de demandes de financement soumises par les ONGN/ OCB qui intègrent les frais de fonctionnement, désagrégré par type
		Est-ce que les partenariats ONGI<->ONGN/ OCB co-définis avec les ONGN/ OCB (budget, activités, bénéficiaires)	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB intégrant du renforcement des capacités où les besoins sont définis avec/ par les ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB existants qui impliquent les ONGN/ OCB dans toutes les étapes du cycle de projet
		Est-ce que les partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où la responsabilité des ONGN/ OCB est engagée	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB existants qui impliquent les ONGN/ OCB dans toutes les étapes du cycle de projet
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où la responsabilité des ONGN/ OCB est engagée

Dimension	Enjeu	Question	Variable
Coordination	Représentation	Est-ce que les acteurs internationaux ajustent leurs politiques, normes et outils de financement pour faciliter l'intégration des ONGN/OCB ?	Bailleurs avec des politiques et/ou normes non adaptés à l'intégration des ONGN
			Nombre de bailleurs avec des mécanismes de financement dédiés aux ONG N/OCB
		Est-ce que les entités de coordination des organisations nationales (forum, etc.) sont intégrées dans les entités de coordination issue de la réforme humanitaire ?	Nombre d'organisations par type, représentée par entité de coordination
		Est-ce que les entités de coordination issue de la réforme humanitaire/ ONGI / UN / OI facilitent l'intégration des représentants des ONGN/OCB dans les structures de coordination ?	Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire de niveau infranational (clusters, GT)
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire de niveau national (clusters, GT)
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire disposant de politique d'intégration des ONGN/ OCB
			Nombre d'organisations par type, représentée par entité de coordination
			Nombre d'organisations, par type, participantes aux formations ou briefings sur le mécanisme de la coordination humanitaire au niveau régional et national
			Nombre de formations ou briefings sur le mécanisme de la coordination humanitaire au niveau régional et national
			Nombre de produits des entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire
			Nombre de produits des entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire traduits
		Est-ce que les organisations qui financent l'aide humanitaire intègrent les enjeux de localisation dans leur fonctionnement ?	Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire ayant développé des plans d'action de localisation
		Est-ce que les représentants des acteurs étatiques sont présents dans les entités de coordination ?	Nombre d'acteurs étatiques en position de colead d'une entité de coordination
			Nombre d'organisations par type, représentée par entité de coordination
		Est-ce que les représentants des ONGN/OCB sont impliqués dans les entités de coordination ?	Nombre de produits des entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire co rédigés par des structures étatiques
			Nombre d'ONGN/ OCB
			Nombre d'ONGN/ OCB en position de colead d'une entité de coordination
			Nombre d'organisations par type, représentée par entité de coordination
	Complémentarité	Est-ce que les entités de coordination issue de la réforme humanitaire/ ONGI / UN / OI facilitent l'intégration des représentants des ONGN/OCB dans les structures de coordination ?	Nombre de produits des entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire co rédigés par des ONGN/ OCB
			Nombre d'organisations par type, représentée par entité de coordination
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire disposant de politique d'intégration des ONGN/ OCB
		Est-ce que les ONGN/OCB dirigent la réponse et dominant la prise de décision ?	Nombre d'ONGN/ OCB en position de colead d'une entité de coordination
	Appui	Est-ce que les acteurs internationaux ajustent leurs politiques, normes et outils de financement pour faciliter l'intégration des ONGN/OCB ?	Nombre de mécanismes de financement existant au niveau national (pooled fund, etc.)
			Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB
		Est-ce que les entités de coordination des organisations nationales (forum, etc.) sont autonomes ?	Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB appuyés par du déploiement de RH
			Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB disposant de financements dédiés
			Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB disposant de RH
		Est-ce que les entités de coordination des organisations nationales (forum, etc.) sont intégrées dans les entités de coordination issue de la réforme humanitaire ?	Nombre d'organisations par type, représentée par entité de coordination
		Est-ce que les entités de coordination des organisations nationales existantes bénéficient d'appuis ?	Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB appuyés par du déploiement de RH
			Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB disposant de financements dédiés
		Est-ce que les organisations qui financent l'aide humanitaire intègrent les enjeux de localisation dans leur fonctionnement ?	Nombre d'entités de coordination spécifiques aux ONGN/ OCB disposant de financements dédiés



Dimension	Enjeu	Question	Variable
Financement	Accès	Est-ce que les acteurs internationaux ajustent leurs politiques, normes et outils de financement pour faciliter l'intégration des ONGN/OCB ?	Nombre d'atelier d'harmonisation de politiques
			Nombre de financement des ONGN/ OCB qui intègrent des lignes dédiées à du renforcement de compétences
			Nombre de mécanismes de financement existant au niveau national (pooled fund, etc.)
			Nombre d'obstacles rencontrés par les ONGN/ OCB dans leurs démarches de demande de financement
			Nombre d'organisation qui connaissent les règles de financement de leur bailleurs dans le cas d'un financement indirect
		Est-ce que les conditions d'accès aux financements sont identiques entre les différents types d'acteurs ?	Nombre de mécanismes de financement existant au niveau national (pooled fund, etc.)
			Nombre d'ONGN/OCB disposant de chargé de communication et mobilisation
		Est-ce que les informations clés des financements sont connues/ disponibles (montants, structuration, etc.) ?	Nombre d'organisations mentionnées dans le système FTS d'OCHA
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
		Est-ce que les mécanismes de financement sont adaptés aux ONGN/OCB ?	Nombre de demandes de financement ayant abouti à un financement, désagrégré par type
			Nombre de mécanismes de financement existant au niveau national (pooled fund, etc.)
		Est-ce que les ONGN/OCB accèdent directement à des financements ?	Nombre de mécanismes de financement finançant des ONGN/ OCB
			Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire actuel
			Nombre d'ONGN/ OCB
	Qualité	Est-ce que les organisations internationales appuient l'accès direct aux financements des ONGN/OCB ?	Nombre d'ONGN/ OCB disposant de financements directs
			Nombre de processus de renforcement des capacités mis en œuvre pour améliorer l'accès des ONGN/ OCB à des financements
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB co-définis avec les ONGN/ OCB (budget, activités, bénéficiaires)
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB intégrant des évaluations menées par les ONGN/ OCB
		Est-ce que les organisations qui financent l'aide humanitaire intègrent les enjeux de localisation dans leur fonctionnement ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB intégrant du renforcement des capacités
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où la responsabilité des ONGN/ OCB est engagée
			Nombre de mécanismes de financement existant au niveau national (pooled fund, etc.)
			Nombre de financements des ONGN/ OCB, désagrégré par type
			Nombre de financements dont la durée va au-delà d'un projet
			Nombre de financements pluri-annuels
		Est-ce que les informations clés des financements sont connues/ disponibles (montants, structuration, etc.) ?	Nombre d'organisations mentionnées dans le système FTS d'OCHA
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
		Est-ce que les ONGN/OCB disposent de financement intégrant les frais de fonctionnement ?	Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire actuel
			Nombre de financements des ONGN/ OCB pour lesquels celles-ci ont été impliquées dans la phase de dimensionnement, désagrégré par type
	Quantité	Est-ce que les ONGN/OCB sont impliquées dans la gouvernance des financements ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où la responsabilité des ONGN/ OCB est engagée
			Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire actuel
			Montant de financements des ONGN/ OCB qui incluent des lignes budgétaires dédiées aux frais de fonctionnement, désagrégré par type
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
		Est-ce que la répartition des financements issus des partenariats est équitable ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
			Nombre d'organisations mentionnées dans le système FTS d'OCHA
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
		Est-ce que les informations clés des financements sont connues/ disponibles (montants, structuration, etc.) ?	Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire actuel
			Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire précédent

Dimension	Enjeu	Question	Variable
Partenariat	Pratiques équitables et éthiques	Est-ce que la mise en œuvre des partenariats est basée sur une relation équitable et éthique ?	Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB par type (projet/ stratégique)
			Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire actuel
		Est-ce que la répartition des financements issus des partenariats est équitable ?	Montant de financements des ONGN/ OCB qui incluent des lignes budgétaires dédiées aux frais de fonctionnement, désagrégué par type
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
		Est-ce que les documents de partenariat définissent des relations équitables et éthiques ?	Nombre de protocoles d'accord de partenariat qui contiennent des procédures précises concernant une dénonciation, plainte, droit de réponse, procédure d'évaluation réciproque.
			Nombre de protocoles d'accord de partenariat qui définisse une relation bilatérale monopolistique
		Est-ce que les ONGN/OCB sont impliquées dans toutes les étapes du dimensionnement de projet (budget, activités) ?	Nombre de demandes de financement élaborées dans lesquelles les ONGN/ OCB participent au montage, désagrégué par type
	Engagement dans le cycle de projet	Est-ce que les partenariats sont développés en intégrant les objectifs spécifiques des ONGN/OCB ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB co-définis avec les ONGN/ OCB (budget, activités, bénéficiaires)
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB existants qui impliquent les ONGN/ OCB dans toutes les étapes du cycle de projet
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où la responsabilité des ONGN/ OCB est engagée
		Est-ce que les risques de fraude et de corruption sont reconnus et gérés de part et d'autre ?	Nombre d'ONGN/ OCB disposant d'une politique anti corruption et anti fraude
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
	Approche stratégique	Est-ce que la répartition des financements issus des partenariats est équitable ?	Montant de financement des ONGN/ OCB par type (direct, pool fund, indirect consortium, indirect bilatéral) sur l'exercice budgétaire actuel
			Montant de financements des ONGN/ OCB qui incluent des lignes budgétaires dédiées aux frais de fonctionnement, désagrégué par type
			Nombre de partenariats existants entre ONGI et ONGN/ OCB
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB dans lesquels la répartition des budgets est transparente
		Est-ce que les partenariats sont définis pour des durées au-delà des projets ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB par type (projet/ stratégique)
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB qui ne sont pas liés à un seul financement
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB co-définis avec les ONGN/ OCB (budget, activités, bénéficiaires)
		Est-ce que les partenariats sont développés en intégrant les objectifs spécifiques des ONGN/OCB ?	Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB existants qui impliquent les ONGN/ OCB dans toutes les étapes du cycle de projet
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où la responsabilité des ONGN/ OCB est engagée
			Nombre de protocoles d'accord de partenariat pour lesquels les risques de corruption et fraude sont identifiés et définis
			Nombre de demandes de financement élaborées à l'initiative des ONGN/ OCB, désagrégué par type
			Nombre de demandes de financement élaborées, désagrégué par type
			Nombre de partenariats ONGI<->ONGN/ OCB où les ONGN/ OCB sont impliquées dans la gestion budgétaire au-delà de leurs activités

Dimension	Enjeu	Question	Variable
Participation	Dans l'action, programmation, évaluation	Est-ce que des mécanismes d'implication des communautés sont mis en œuvre ?	Nombre d'acteurs impliquant les communautés dans les processus de dimensionnement des activités Nombre d'acteurs impliquant les communautés dans les processus de mise en œuvre des activités Nombre d'acteurs impliquant les communautés dans les processus d'évaluation des activités
		Est-ce que la notion de sensibilité au conflit est intégrée par les acteurs ?	Nombre d'acteurs par type (y compris structure de coordination) Nombre d'acteurs par type qui disposent de documents cadres et/ ou outils d'analyse sur la sensibilité au conflit
		Est-ce que les acteurs internationaux ajustent leurs politiques, normes et outils de financement pour faciliter l'intégration des ONGN/OCB ?	Nombre d'entité de coordination disposant d'un mécanisme d'information et ou de formation qui vise à faciliter l'implication des communautés au sein des entités des coordinations.
		Est-ce que les communautés sont impliquées dans l'évaluation des activités ?	Nombre d'acteurs impliquant les communautés dans les processus d'évaluation des activités
		Est-ce que les communautés sont impliquées dans la mise en œuvre des activités ?	Nombre d'acteurs impliquant les communautés dans les processus de mise en œuvre des activités
		Est-ce que les communautés sont impliquées dans le dimensionnement de projet (budget, activités) ?	Nombre d'acteurs impliquant les communautés dans les processus de dimensionnement des activités
		Est-ce que les communautés sont impliquées dans l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre d'acteurs ayant des plans de renforcement des capacités avec les communautés
	Dans l'élaboration des normes et politiques	Est-ce que des mécanismes d'implication des communautés sont mis en œuvre ?	Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des communautés
		Est-ce que la notion de sensibilité au conflit est intégrée par les acteurs ?	Nombre d'acteurs par type (y compris structure de coordination) Nombre d'acteurs par type qui disposent de documents cadres et/ ou outils d'analyse sur la sensibilité au conflit
		Est-ce que les acteurs de l'aide facilitent l'implication des communauté dans les processus d'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des communautés
		Est-ce que les communautés sont impliquées dans l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des communautés
		Est-ce que les politiques, normes et outils humanitaires sont contextualisés et traduits ?	Nombre de politiques, normes et outils humanitaires adaptées aux politiques nationales
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires en usage recensés au niveau pays
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires en usage traduits en langue locale
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires internationaux en usage
	Dans la coordination	Est-ce que des mécanismes d'implication des communautés sont mis en œuvre ?	Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des ONGN/ OCB
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire disposant de politique d'intégration des communautés
		Est-ce que les entités de coordination facilitent l'implication des communautés ?	Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire qui réalisent des démarches spécifiques vis-à-vis des communautés
			Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire disposant de politique d'intégration des communautés
Politique, influence et plaidoyer	Normes et politiques	Est-ce que les ONGN/OCB disposent d'une visibilité en adéquation avec la réalité de leur implication dans la mise en œuvre de la réponse humanitaire ?	Nombre d'ONG internationales impliquée dans les activités de plaidoyer en faveur des ONGN/ OCB
		Est-ce que les ONGN/OCB participent activement aux processus d'élaboration et de contextualisation des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre d'ONGN/ OCB
			Nombre d'ONGN/ OCB ayant participé à l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires contextualisés
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires adaptées aux politiques nationales
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires en usage recensés au niveau pays
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires internationaux en usage
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des ONGN/ OCB
		Est-ce que les ONGN/OCB sont reconnues comme des acteurs clés dans l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre de rencontres internationales concernant le pays au cours de la dernière année Nombre de rencontres internationales concernant le pays au cours de la dernière année impliquant des ONGN/ OCB Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire où les ONGN/ OCB sont représentées
	Visibilité	Est-ce que les acteurs internationaux intègrent les enjeux spécifiques des ONGN/OCB dans leur communication ?	Nombre de stratégies de communication des acteurs internationaux qui intègrent les enjeux spécifiques des ONGN/ OCB
		Est-ce que les entités de coordination intègrent les enjeux spécifiques des ONGN/OCB dans leur communication ?	Nombre d'acteurs par type qui disposent de documents cadres et/ ou outils d'analyse sur la sensibilité au conflit Nombre de stratégies de communication des entités de coordination qui intègrent les enjeux spécifiques des ONGN/ OCB
		Est-ce que les ONGN/OCB disposent d'une visibilité en adéquation avec la réalité de leur implication dans la mise en œuvre de la réponse humanitaire ?	Nombre d'actions de plaidoyer sur le contexte national humanitaire Nombre d'actions de plaidoyer sur le contexte national humanitaire impliquant des ONGN/ OCB
	Plaidoyer	Est-ce que les ONGN/OCB dirigent la réponse et dominent la prise de décision ?	Nombre d'ONGN/ OCB en position de colead d'une entité de coordination
		Est-ce que les ONGN/OCB participent activement aux processus d'élaboration et de contextualisation des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre d'ONGN/ OCB
			Nombre d'ONGN/ OCB ayant participé à l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires contextualisés
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires adaptées aux politiques nationales
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires en usage recensés au niveau pays
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires internationaux en usage
			Nombre de politiques, normes et outils humanitaires spécifiques au contexte rédigées avec la participation des ONGN/ OCB
		Est-ce que les ONGN/OCB sont reconnues comme des acteurs clés dans l'élaboration des politiques, normes et outils humanitaires ?	Nombre de rencontres internationales concernant le pays au cours de la dernière année Nombre de rencontres internationales concernant le pays au cours de la dernière année impliquant des ONGN/ OCB Nombre d'entités de coordination issues de la réforme du système humanitaire où les ONGN/ OCB sont représentées



# BAROMETRE DE LA LOCALISATION

*Afrique de l'Ouest et Centrale – Exercice 2024-2025*

Initié par



Supporté par

